

LÉGISLATIVES DU 12 JUIN

L'examen des dossiers de candidatures prend fin aujourd'hui

P3

CARBURANTS

Suppression début octobre prochain de l'essence super avec plomb

P2

76E ANNIVERSAIRE DES MASSACRES DU 8 MAI 1945

La marche de la mémoire rassemble des milliers de citoyens

P4

EDUCATION NATIONALE

Les syndicats campent sur leur position



P3

En Vrac

Mémoires hexagonales

Par Madjid Khelassi

8 mai 1945... il y'a 76 ans le monde se libérait du nazisme. Ça et là, on fêtait la victoire des alliés qui consacra la fin de la 2e guerre mondiale. Ne voulant pas être en reste, les algériens, dont 150 000 d'entre eux participèrent à la guerre, se mirent au diapason de la liesse mondiale et sortirent fêter l'événement.

Mais à Sétif, Guelma et Kherrata, ce jour fut le plus atroce de l'existence des populations algériennes. Le 8 mai 1945, fête de la libération du joug nazi, voit la France réaffirmer dans le sang, sa domination coloniale.

À Sétif, 8 mai 1945, 8 heures du matin... 10 000 personnes manifestent et entonnent « Min Djibalina » et autres revendications nationalistes. La police réprime en tirant sur la foule.

Un jeune homme portant le drapeau à étoile rouge et périmètre de vert et blanc est abattu. Bouzid Saal, 22 ans est la première victime d'un massacre qui atteignit les proportions d'un pogrom.

À Kherrata, l'horreur fut « agrémentée » par le feu nourri provenant d'un bateau-croiseur, qui décima des villages entiers.

À Guelma, le sous-préfet Achiary génocida la fine fleur de la population guelmie.

45 000 disent les chiffres... que conteste la France coloniale.

Kateb yacine, alors lycéen à Sétif, écrit : « c'est en 1945 que mon humanitarisme fut confronté pour la première fois au plus atroce des spectacles. J'avais 20 ans. Le choc que je ressentais devant l'effroyable boucherie qui provoqua la mort de plusieurs milliers de musulmans, je ne l'ai jamais oublié. Là se cimenta mon nationalisme ».

Le 8 mai 45 en Algérie, fut mis sous le boisseau du déni et du révisionnisme jusqu'en 2005 où l'ambassadeur de France à Alger H. Colin de Verdière, en visite à Sétif qualifia le massacre du 8 mai 1945 de « tragédie inexcusable ».

2021 : le Story Stora, -essai macronien encombré d'éthos gaulois sur la mémoire coloniale-, néffleura même pas le massacre du 8 mai 1945.

Jusqu'à quand s'écriteront les « mémoires hexagonales » à réifier les abus de la France coloniale jusqu'à les rendre civilisatrices ? La traversée des miroirs mémorielles françaises est toujours conditionnée par l'élasticité d'un déni... qui empêche la Gaule moderne de se retourner sur son passé.

Sport

FOOT/ LIGUE 1 PROFESSIONNELLE

Une avance de 2 milliards de centimes sur les droits TV pour 15 clubs

P13



CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

208 nouveaux cas et 06 décès

P24

GRAVEMENT MALADE

L'artiste Salah Aougrou transféré en France pour des soins

P24



PROGRAMMES
NATIONAUX DE
RECHERCHE

Appel à
candidature
à l'adresse des
chercheurs et
compétences
nationales

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane a adressé, samedi à Alger, aux chercheurs, aux acteurs économiques et aux compétences nationales à l'étranger un appel à candidature pour la mise en œuvre de projets de recherche liés aux programmes de recherche nationaux. Dans son allocution à l'occasion du lancement de l'appel à candidature pour proposer ces projets, en présence de plusieurs membres du gouvernement, le ministre a précisé que les axes des programmes nationaux de recherche portent sur «la sécurité alimentaire, la santé des citoyens et la sécurité énergétique», étant «des thèmes répondant aux exigences réelles du développement durable et à l'ensemble des préoccupations soulevées par la société». «Ces programmes interviennent en concrétisation de la vision de l'Etat dans le domaine du développement économique et de la croissance» ainsi que «pour le soutien des ambitions des enseignants, chercheurs et acteurs économiques, aussi bien dans le secteur public que privé mais également des compétences nationales à l'étranger, pour travailler ensemble en vue de répondre de manière harmonieuse aux priorités sociales», a-t-il ajouté. A ce propos, il a expliqué que «le contenu des projets de recherche découle des préoccupations des différents secteurs socioéconomiques», mettant l'accent sur la nécessité de «traiter les problématiques posées et conçues par le partenariat social». «Aucun projet de recherche ne sera accepté avant que le partenaire social ne s'engage à ce que le produit de cette recherche apporte des solutions pratiques aux préoccupations, d'autant que l'adoption de ces projets nécessite l'accord des départements ministériels concernés», a-t-il poursuivi. A cet effet, le ministre a insisté sur «l'impératif d'établir un véritable partenariat entre les différents secteurs, les universités, les centres de recherche et les opérateurs économiques publics et privés, et ce pour contribuer au développement national». Pour ce faire, M. Benziane a fait part de «la disposition de son département à mobiliser toutes les compétences pour faire réussir les programmes nationaux de recherche», rappelant que «ses services ont précédé, il y a trois mois, à la sensibilisation des chercheurs et des entreprises à la nécessité de réaliser des projets de recherche avec des équipes composées de plusieurs secteurs». A cette occasion, le ministre a mis en avant le décret exécutif n 21-144 fixant les conditions d'exercice et de rétribution des activités de recherche scientifique et de développement technologique qui, précise le ministre, a codifié pour la première fois la participation des compétences scientifiques activant dans les secteurs économique et social publics et privés aux opérations de recherche scientifique et de développement technologique.

R.N

CARBURANTS

Suppression début octobre prochain de l'essence super avec plomb

La suppression de la commercialisation de l'essence super avec plomb au niveau des stations-services interviendra au plus tard en début octobre prochain, a affirmé le président du Comité de direction de l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH), Rachid Nadil.

S'exprimant dans un entretien à l'APS, M. Nadil a indiqué que toutes les dispositions ont été prises pour mettre fin, d'ici le mois d'octobre 2021, à l'usage de l'essence super avec plomb ayant l'indice d'octane 92, produite par les raffineries algériennes. Nuisible à la santé et à l'environnement, «ce carburant n'est plus produit ou utilisé dans le monde, à l'exception de l'Irak et du Yémen», a-t-il encore souligné.

Les automobilistes devront ainsi utiliser l'essence sans plomb ayant un indice d'octane unifié «valable pour tous les véhicules», selon le responsable affirmant que les tests à cet effet sont «en cours» et que le produit proposé sera «totallement» sécurisé pour les différentes motorisations.

Selon M. Nadil, l'Algérie avait décidé aussi d'abandonner cette essence plombée dans le cadre de sa politique visant à mettre fin à l'importation des carburants. En effet, les raffineries algériennes avaient cessé en 2020 de produire l'essence plombée, les capacités de production sont donc orientées vers le sans plomb, a-t-il signalé, ce qui va permettre d'atteindre l'autosuffisance en la matière. Sonatrach dispose de capacités de production de 4 millions de tonnes d'essences par an, tandis que la consommation nationale est estimée à une moyenne de 3,7 millions de tonnes par an.

Dans ce sens, le président de l'ARH fait remarquer que l'opération de suppression de l'essence super avec plomb qui devait intervenir initialement durant le premier semestre 2021, a été retardée en raison de l'impact de la pandémie de Covid-19 sur la demande interne. «Les quantités de l'essence sans plomb devaient être stockées dans des cuves destinées initialement pour le stockage de l'essence plombée, ce qui fait que des parois des réservoirs demeureraient contaminées par le plomb. Il fallait vendre toute la quantité stockée de l'essence super avec plomb pour pouvoir rincer les parois. Ceci ne pouvait pas se réaliser en raison de la baisse de consommation sous l'effet des mesures de confinement prises dans le cadre de la lutte contre le coronavirus», a-t-il expliqué.

Pas d'importation de carburants en 2021

M. Nadil a assuré, à ce propos, que toutes les capacités de stockage des carburants sont en train d'être préparées de manière à éliminer progressivement les quantités stockées de l'essence super avec plomb.

Par ailleurs, l'opération de retrait de l'essence avec plomb va impliquer, selon M. Nadil, des changements au niveau des 2.800 stations-services existant au niveau national, avec l'organisation de larges campagnes d'information. Selon les chiffres avancés par le président de l'ARH, la consommation globale de carburants (essences et gasoil) sur le marché national a atteint 12,59 millions de tonnes en 2020, soit une baisse de 12,7% par rapport à 2019 (14,4 millions de tonnes).

La consommation des essences était de l'ordre de 3,36 millions de tonnes en 2020, en baisse



de 14,14% par rapport à 2019 (3,92 millions de tonnes), alors que la consommation du gasoil a avoisiné durant la même année les 9,23 millions de tonnes, en recul de 12,1% par rapport à 2019.

«En 2020, nous avons même exporté du gasoil alors que nous étions des importateurs de ce carburant. La facture qui était de 2,5 milliards de dollars en 2019 a été réduite à 950 millions de dollars», a-t-il soutenu.

Pour l'année 2021, le président de l'ARH a affirmé qu'il n'y aurait pas d'importation de carburants (essence et gasoil), si le niveau de

consommation actuel, impacté par la Covid-19, se maintient.

L'Algérie qui importait avant la pandémie des quantités allant de 1,5 à 2 millions de tonnes de gasoil par an, pourrait recourir à nouveau à l'importation de ce carburant, une fois la demande reprendra, avec une relance forte des activités économiques.

Mais avec la réception de la nouvelle raffinerie de Hassi Messaoud, actuellement en phase de réalisation, le pays devrait ne plus importer de gasoil, a souligné M. Nadil.

R.N

Plus d'un million de tonnes de GPLC consommé en 2020

La consommation nationale en carburant GPLC (Gaz de pétrole liquéfié carburant), appelé aussi le Sirghaz, a atteint 1,02 million de tonnes en 2020, en hausse de près de 18% par rapport à 2019 a indiqué le président de l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH) Rachid Nadil préconisant l'élargissement de ce carburant écologique et le moins cher du marché, aux véhicules roulant au gasoil.

«La consommation nationale du GPLC est en croissance extraordinaire ces dernières années en raison notamment à la hausse des prix des autres carburants. Aujourd'hui, nous assistons à une véritable ruée vers le GPLC», a affirmé M. Nadil dans un entretien à l'APS.

En 2019, la consommation en GPLC était de l'ordre de 859.257 tonnes alors qu'en 2018, elle avait atteint 649.977 tonnes.

Le président de l'ARH a souligné que la hausse de la consommation du GPLC est aussi le résultat des efforts menés par les différents intervenants depuis plusieurs années afin de promouvoir ce produit respectant l'environnement et proposé au consommateur à un tarif très attractif (9 DA/litre), par rapport aux autres types de carburants.

Destiné uniquement pour les véhicules essences, à travers la fourniture de kits de conversion par des installateurs locaux, le Sirghaz pourrait être également élargi aux autres types de véhicules roulant au gasoil, a fait observer M. Nadil, assurant que le même réseau d'installateurs de kits de reconversion des véhicules essence peut être sollicité à cet effet.

M. Nadil a expliqué que les kits GPLC destinés aux véhicules diesel et utilisant le système de dual fuel (GPLC+gasoil), pour les véhicules légers et camions, ont été déjà expérimentés en Algérie en donnant des résultats «satisfaisants» en matière d'économie de carburant.

Selon le président de l'ARH, un projet d'étude sur l'opportunité de réaliser une usine de fabrication de ce type de kits en Algérie avait été engagé. La concrétisation de ce projet permettra, a-t-il relevé, au pays de réduire la consommation nationale du gasoil à plus de 30% sur les véhicules dotés de ces kits. A noter que la consommation du gasoil avait atteint les 10 millions de tonnes par an, dont 8,5 millions produites localement par des raffineries de Sonatrach et 1,5 million était assuré par le recours à l'importation.

R.N

HYDROCARBURES

Approbation des avenants à deux contrats de recherche et d'exploitation

Des avenants à deux contrats de recherche et d'exploitation des hydrocarbures ont été approuvés en vertu de deux décrets présidentiels publiés au Journal officiel (JO) n 32. Ces décrets ont été signés par le

président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le 22 avril dernier. Il s'agit du décret présidentiel n 21-155 portant approbation de l'avenant n 1 au contrat du 1er février 2012 pour l'exploitation des hydrocarbures sur le périmètre d'exploitation dé-

nommé "Ohanet", conclu à Alger, le 25 janvier 2021 entre l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT) et la société nationale "Sonatrach". Le second décret présidentiel porte approbation de l'ave-

nant n 1 au contrat du 28 juillet 2015 pour la recherche et l'exploitation des hydrocarbures sur le périmètre dénommé "Ohanet II", conclu à Alger, le 25 janvier 2021 entre ALNAFT et Sonatrach.

R.N

EDUCATION NATIONALE

Les syndicats campent sur leur position

Malgré les tentatives du ministère de l'Éducation nationale d'empêcher la grève, l'Union nationale des personnels de l'éducation et de formation (UNPEF) campe sur sa position. La grève nationale annoncée pour trois jours, à partir d'aujourd'hui, aura lieu. L'annonce a été faite hier par l'UNPEF.



Commentant la rencontre tenue hier avec le président de des représentants du ministère de l'Éducation dirigée par le conseiller en charge du dossier syndical et le directeur des ressources humaines, le président de l'UNPEF, Sadek Dziri, a déclaré que la rencontre était « formelle et vide, et n'a pas été couronnée par des résultats tangibles. » Rien de nouveau par rapport aux revendications soulevées, à l'exception de la déclaration du Conseil des ministres qui est venu inviter le ministère de l'Éducation à ouvrir un dialogue pour améliorer la situation sociale et professionnelle de la famille éducative. Le syndicat rappelle que le ministère de l'Éducation nationale a révélé lors de sa rencontre avec certains syndicats du secteur qu'il attend des éclaircissements du gouvernement sur les mécanismes adoptés pour améliorer la situation sociale et professionnelle de la famille

éducative, en application des instructions du président Abdel Majid Tebboune, tandis que le La tutelle s'est engagée à mettre en place un comité immédiatement après le ramadan pour revoir le droit privé. De leur part, les inspecteurs du primaire ont refusé de jouer les bons offices entre les enseignants et le ministère. Dans un communiqué, les inspecteurs du primaire ont exprimé leur solidarité avec les grévistes en arrêtant toute activité avant une prise en charge complète des revendications. Suite au mouvement de contestation qui frappe plusieurs secteurs, le gouvernement a indiqué dans un communiqué, que "l'examen et le traitement des revendications exprimées pour leur trouver des solutions adéquates doit se faire dans le cadre d'une approche progressive qui tienne compte des retombées et répercussions de la crise économique et

sanitaire que traverse le pays et qui ne peut altérer le niveau et la qualité de vie des citoyens". Le gouvernement se dit déterminé à poursuivre le dialogue avec les partenaires sociaux afin de consolider la paix sociale tout en brandissant la menace de « la fermeté à toute velléité de porter atteinte à l'ordre public ». Les syndicats de l'Éducation réclament la protection du pouvoir d'achat des travailleurs, avec la revalorisation à 100% du point indiciaire, l'application du décret présidentiel 266-14 avec effet rétroactif, le dévoilement du statut particulier, la régularisation des incidences financières et du dossier des diplômés des écoles supérieures, la révision des programmes, la diminution du volume horaire et la libération des établissements primaires de la mainmise des collectivités locales.

Abir.W

RELATIONS ALGÉRO-FRANÇAISES ET LA QUESTION MÉMORIELLE

Tebboune signe sa ligne de conduite

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a affirmé, hier, que l'excellence des relations avec la France était liée au traitement du dossier de la Mémoire, qui doit être débarrassé des survivances du colonialisme. Dans un message à l'occasion de la Journée nationale de la Mémoire (8 mai 1945), lu en son nom par le Secrétaire général du ministère des Moudjahidine, Laid Re-bika, le Président Tebboune a soutenu que "l'excellence des relations avec la République française ne saurait exister en dehors de l'histoire et du traitement des dossiers de la Mémoire qui ne sauraient faire l'objet d'aucune renonciation". Les chantiers de la Mémoire avec la France "restent ouverts", a indiqué le Président de la République faisant état de leur poursuite au sujet du rapatriement des crânes de nos valeureux Chouhada, des disparus, de la récupération des archives et de l'indemnisation des victimes des explosions nucléaires au Sahara algérien. Pour le Président Tebboune, ces dossiers doivent être traités "avec sérieux et pondération" afin que le raffermissement des relations entre l'Algérie et la France soit sur des bases solides. "Si regarder vers l'avenir prometteur est la clé du raffermissement et de la valorisation des liens entre Nations, cet avenir doit néanmoins avoir un socle solide, délesté de toutes les turpitudes du passé", a souligné le Chef de l'Etat affirmant que "l'Algérie est prête à dépasser tous les obstacles et à aplanir toutes les difficultés pour un avenir meilleur, et à renforcer un partenariat exceptionnel pour hisser les relations au niveau stratégique, pour peu que les conditions adéquates y soient réunies. Les deux peuples algérien et français "aspirent à un avenir meilleur empreint de confiance et compréhension, au mieux de leurs intérêts dans le cadre du respect mutuel et de l'égalité", a conclu le Président de la République.

R.N

LÉGISLATIVES DU 12 JUIN

L'examen des dossiers de candidatures prend fin aujourd'hui

Le délai pour l'examen par l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) des dossiers de candidature aux élections législatives du 12 juin prochain prend fin aujourd'hui. Pas moins de 24.214 dossiers étaient à l'examen, dernière étape avant le coup d'envoi officiel de la campagne électorale, le 17 mai. Le délai de dépôt de ces dossiers auprès de l'ANIE avait pris fin le 27 avril, après avoir été prorogé de cinq jours à la demande de l'ANIE, après consultation du Conseil d'Etat et du Conseil constitutionnel et avis du Conseil des ministres. Le Conseil constitutionnel a attesté de la constitutionnalité des dispositions de l'ordonnance présidentielle portant prolongation des délais de dépôt de candidatures, considérant qu'elles "ne portent pas atteinte aux garanties constitutionnelles de l'exercice par le citoyen de son droit d'être candidat".

L'ANIE a annoncé samedi que son président, Mohamed Charfi, recevra aujourd'hui, à leur demande, les chefs de partis politiques. Selon les derniers chiffres communiqués par cette instance, "le nombre total des listes de candidatures a atteint 2.400 dont 1.180 listes de partis et 1.220 listes indépendantes". Au total, 39 partis politiques ont déposé des dossiers de candidature auprès de l'ANIE à travers les 58 wilayas du pays, alors que la communauté nationale établie à l'étranger a présenté 65 listes dont 61 sous l'égide de partis politiques. Conformément aux conditions à remplir par les partis politiques pour la validation du dépôt des listes de candidatures, fixées par l'ANIE, "les listes des candidats présentées au titre d'un parti politique doivent être appuyées par, au moins, vingt-cinq mille (25.000) signatures individuelles d'électeurs inscrits

sur les listes électorales". "Ces signatures doivent être recueillies à travers, au moins, vingt-trois (23) wilayas dont le nombre de signatures exigées pour chacune des wilayas ne saurait être inférieur à trois cent (300) signatures", précise l'ANIE. Pour les listes indépendantes, chaque liste doit être appuyée, pour chaque siège à pourvoir, par, au moins, 100 signatures des électeurs de la circonscription électorale. Pour les circonscriptions électorales à l'étranger, la liste de candidats est présentée soit au titre d'un ou de plusieurs partis politiques, soit au titre d'une liste indépendante appuyée d'au moins 200 signatures pour chaque siège à pourvoir parmi les électeurs de la circonscription électorale concernée. Si le dossier d'un candidat est rejeté par l'ANIE après examen, l'intéressé peut introduire un recours auprès du tribunal administratif territorialement com-

pétent dans un délai de trois (3) jours francs, à partir de la date de sa notification, conformément aux dispositions de l'article 98 de la loi organique relative au régime électoral. Toutefois, "ce rejet peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif d'Alger dans un délai de cinq (5) jours francs, à partir de la date de sa notification, pour les candidats des circonscriptions électorales à l'étranger". Le tribunal administratif doit statuer dans un délai de cinq (5) jours francs, à compter de la date d'enregistrement du recours. Le jugement rendu est notifié, d'office et immédiatement, par tous les moyens légaux aux parties concernées, selon le cas, au wali ou au chef de la représentation diplomatique ou consulaire, pour exécution, prévoit le même article, précisant que "le jugement n'est susceptible d'aucune voie de recours".

R.N

MASSACRES DU 8 MAI 1945

Les auteurs doivent comparaître devant la justice

Les massacres commis par les forces coloniales françaises le 8 mai 1945 à Sétif, Guelma, Kherrata, "étaient d'horribles crimes de guerre" dont les auteurs doivent comparaître devant les tribunaux internationaux, ont souligné hier à Bouira des historiens. S'exprimant lors d'une rencontre commémorant ces douloureux événements et abritée à la salle de la bibliothèque principale de la ville, les intervenants ont mis l'accent sur l'atrocité de la violence et de la répression sanglante des manifestations du 8 mai 1945 qui ont eu lieu dans plusieurs villes d'Algérie.

"Les manifestations du 8 mai 1945 n'étaient pas un événement normal, mais plutôt un massacre horrible, dont la France coloniale doit reconnaître sa responsabilité entière ainsi que sur ceux perpétrés en Algérie depuis 1830", a souligné le professeur Saïd Djellaoui, enseignant d'histoire à l'université Akli Moudjahid de Bouira. Dans son intervention, l'orateur a estimé par ailleurs que le rapport, établi par l'historien français Benjamin Stora, sur la réconciliation mémorielle entre la France et l'Algérie, exclut complètement toute volonté de présenter des excuses ou de reconnaissance de crime de la part de la partie française.

"Le rapport Stora ignore le vif du sujet qui est la reconnaissance par la France des crimes et massacres commis durant la période coloniale allant de 1830 jusqu'au 1962 en Algérie", a indiqué le professeur Djellaoui.

Pour sa part, l'historien Loukil Mustapha, également enseignant à l'université de Bouira, a qualifié les manifestations du 8 mai 1945 de "soulèvement populaire" qui, a-t-il dit, "avait des étendues historiques et qui avait connu la mobilisation de l'élite algérienne autour de la cause dont 'Ahhbab Al Bayane Wa El Houria', qui ont réussi depuis 1943 à sensibiliser pour l'organisation de manifestations afin de réclamer l'indépendance du pays. "Le mouvement Ahbab Al Bayane Wa El Houria a réussi à rassembler toutes les forces et idéologies du peuple algérien autour de l'unique et essentielle revendication qui est l'indépendance de l'Algérie", a encore souligné M. Loukil. Intervenant lors de cette rencontre organisée par l'association «Ruine et histoire de Bouira», l'enseignante et historienne Nacéra Louni, a, elle aussi, qualifié la répression sanglante des manifestations du 8 mai 1945 de "crime contre l'humanité" commis contre un peuple désarmé.

"La torture, la violence ainsi que les fosses communes et les exécutions intensives étaient le climat horrible que la France coloniale avait instauré pour réprimer dans le sang les Algériens et leur révolution", a indiqué Mme Louni, qui a appelé tous les défenseurs des droits de l'homme à traduire les auteurs de ces massacres devant les instances judiciaires internationales.

APS

76E ANNIVERSAIRE DES MASSACRES DU 8 MAI 1945

La marche de la mémoire rassemble des milliers de citoyens

Des milliers d'Algériens ont marché, hier à Sétif, pour la mémoire et la fidélité aux 45.000 martyrs tombés le 8 mai 1945 sous les balles de l'armée coloniale française à Sétif, Guelma et Kherrata, et ce, à l'occasion des célébrations officielles de la journée nationale de la Mémoire et le 76e anniversaire de ces événements tragiques.

Ces images ont rappelé aux milliers d'Algériens le souvenir des marches pacifiques durant lesquelles un peuple désarmé avait revendiqué, 76 ans avant au même endroit et au même moment, son droit à l'indépendance et à la liberté.

Les scouts marchaient en tête portant une gerbe de fleurs en gage de sincérité au caractère pacifique des marches qui se sont transformées en événements sanglants et en véritable tragédie humaine.

Empruntant le même chemin que Saâl Bouzid et ses compagnons, comme Aïssa Cheraga, Lakhdar Taarab, Omar Zitouni et bien d'autres, ils étaient nombreux, en ce mardi noir, à vouloir prouver au monde entier que les massacres perpétrés par la machine coloniale, un 8 mai 1945, contre un peuple sans défense "restent gravés à jamais dans la mémoire collective, comme une marque honteuse sur le fronton des puissances coloniales et l'un des plus ignobles massacres de l'histoire contemporaine".

Des carrés se sont formés, dirigés par les Scouts musulmans algériens (SMA) qui portaient le drapeau national et chantaient des chants patriotiques et d'autres des représentants de nombreux corps tels la Gendarmerie nationale, la Sûreté nationale, la Protection civile, dans une atmosphère imprégnée des plus hauts sentiments de gratitude et de loyauté envers les martyrs du 8 mai 1945.

Le cortège a sillonné la Rue du 1er novembre 1954 pour arriver à la stèle commémorative de "Bouzid Saâl", érigé en hommage à ce héros qui fut le premier martyr tombé lors de ces événements au milieu de la Rue du 8 mai 1945 (Ex-Georges Clemenceau), à quelques mètres de la fontaine Ain El Fouara, où une gerbe de fleurs a été déposée et la Fatiha a été récitée à la mémoire des martyrs.



La marche a marqué un arrêt à cet endroit, où des centaines d'écoliers ont interprété de nombreux chants patriotiques et une représentation épique sur le martyr héros Saâl Bouzid a été donnée par les bourgeois des SMA.

Auparavant, la délégation officielle s'est rendue au cimetière de Sidi-Saïd dans la cité Bouaroua, (au centre-ville), l'un des témoins des massacres du 8 mai 1945, où une cérémonie de recueillement sur la mémoire des Chouhada de ces douloureux événements a été organisée.

A Kherrata, des dizaines de milliers de personnes, venus de toutes les régions du pays ont afflué hier pour y célébrer le 76ème an-

niversaire des massacres subies par les populations locales, en 1945 et qui a valu alors, des milliers de morts.

Une marche gigantesque a ponctué ce rassemblement au cours duquel une multitude de minutes de silence et de recueillement ont été observés autant à la mémoire des victimes d'alors qu'à tous les chouhada qui se sont sacrifiés pour la conquête de l'indépendance nationale. De nombreuses figures politiques en ont pris part aussi, ne manquant pas l'occasion pour rappeler le devoir de mémoire et les sacrifices consentis et l'impératif de s'en inspirer pour redresser le pays.

R.N

HENRI POUILLOT (MILITANT ANTICOLONIALISTE)

Les autorités françaises "toujours pas prêtes" à reconnaître ses crimes

Le témoin de la Guerre de libération nationale et militant anticolonialiste, Henri Pouillot, a déploré qu'au jour d'aujourd'hui le président de la République et le gouvernement français ne soient "toujours pas prêts" à reconnaître et condamner tous les crimes d'Etat, de guerre et contre l'humanité commis par la France coloniale en Algérie.

"On voit bien que le président de la République (Emmanuel Macron), le gouvernement, ne sont pas prêts à reconnaître et condamner tous les crimes d'Etat", a soutenu M. Pouillot, dans un entretien accordé à l'APS, à l'occasion de la commémoration de la Journée nationale de la Mémoire, coïncidant avec le 76ème anniversaire des massacres du 8 mai 1945, citant notamment "les crimes du 8 mai 1945, du 17 octobre 1961, du 8 février 1962, et les crimes de guerre comme l'utilisation du napalm, du gaz Vx et Sarin et les essais nucléaires".

Il a également cité d'autres "crimes contre l'humanité, tels que les camps d'internement pudiquement appelés camps de regroupement, tortures, exécutions sommaires, +crevettes Bigeard+". Soutenant ses propos avec une "preuve flagrante", M. Pouillot, avec un langage

cruc, a souligné à ce titre que "le 26 mars 2021, pour la première fois de l'histoire, une ministre du Gouvernement (français), au nom du président de la République, déposait une gerbe pour honorer, de fait, l'OAS (Organisation de l'Armée secrète), qui porte la terrible responsabilité de la provocation ayant généré le massacre du 26 mars 1962 à la rue d'Isly (actuellement rue Larbi Ben M'hidi) à Alger", a encore soutenu ce militant anticolonialiste. Dans le même sens, il s'est interrogé pour-quoi le pouvoir politique actuel en France n'a pas reconnu "l'assassinat de Larbi Ben M'Hidi, lui aussi torturé, assassiné dans des conditions similaires, par la même équipe du Général Aussarresses?", faisant observer que ce même pouvoir envisageait, à la veille de la commémoration des crimes du 8 mai 1945, de faire de "très petits pas pour esquiver le débat essentiel et ce, après avoir reconnu l'assassinat de Maurice Audin, puis, récemment celui de Ali Boumendjel".

A une question relative au rapport de l'historien français Benjamin Stora, M. Pouillot a estimé que Stora "répondait à une mission politique du président de la République française", relevant à ce propos qu'"il n'établissait pas une thèse histo-

rique sur le passé colonial français en Algérie et la conséquence de cette Guerre de libération nationale".

"Certes, il y est évoqué les violences, des répressions menées pendant la conquête coloniale, et sa pérennisation, mais l'expression +crime+ est difficile à trouver (dans ce rapport)", a déploré ce militant, auteur de plusieurs ouvrages sur la colonisation.

Réconciliation des Mémoires : appel à cesser la falsification historique

Interrogé sur la "lenteur" qu'accuse la réconciliation des Mémoires entre l'Algérie et la France, 76 ans après les crimes du 8 mai 1945, M. Pouillot a estimé que "dans le cas précis du 8 mai 1945, ce qui est nécessaire, indispensable, c'est que la falsification historique cesse."

Il a ainsi rappelé que "le premier tout-petit pas fut prononcé le 8 mai 2005 par l'ambassadeur de France en Algérie et le ministre Michel Barnier en parlant de +tragédie inexcusable+, mais cela reste insuffisant, et le reste encore aujourd'hui", soulignant qu'"il faut reconnaître que ces faits sont des crimes commis au nom de la France et qu'ils doivent être

condamnés comme tels".

"Tant que ces mots ne seront pas prononcés, que les responsabilités ne seront pas clairement reconnues, les souffrances de cette mémoire ne peuvent pas s'atténuer", a ajouté M. Pouillot.

Aussi et en sa qualité de témoin de la Guerre de libération nationale, il a estimé que le 8 mai 1945 à Sétif, Guelma, Kherrata représente "le début de la Guerre de libération de l'Algérie".

"Les témoins que j'avais rencontrés à l'université de Sétif le 8 mai 2005, lors d'un colloque sur le déclenchement de la guerre de Libération nationale, m'avaient expliqué qu'ils avaient participé à cette manifestation parce qu'ils ne pouvaient plus accepter cette humiliation permanente d'être considérés comme des sous-citoyens, alors qu'ils avaient été enrôlés dans l'armée française pour chasser le nazisme", a-t-il témoigné, à son tour.

"Il a conclu, en sa qualité de militant anticolonialiste engagé, que ce "mouvement populaire, légitime, si sauvagement réprimé, a, de fait, constitué le ferment permettant au peuple algérien de s'organiser pour obtenir son indépendance et espérer ainsi une vie digne".

APS

OUÏGHOURS, INVESTISSEMENTS ET RELATIONS COMMERCIALES

Rien ne va plus entre l'UE et la Chine

Les échanges de sanctions entre Pékin et Bruxelles autour de la question ouïghoure semblent avoir, pour un temps, stoppé net le développement de leurs relations commerciales. Derrière, Londres et Washington sont à la manœuvre. C'était il y a trois ans à peine.

Le 16 juillet 2018 à Bruxelles, le polonais Donald Tusk, alors président du Conseil européen, déclarait : «Aujourd'hui, au moment où l'Europe ren-contre la Chine à Pékin, le président américain Trump et le président russe Poutine vont se parler à Helsinki. Nous sommes tous informés de ce que l'architecture du monde est en train de changer, juste sous nos yeux.» Il commentait avec entrain le 20e sommet UE-Chine qui venait de prendre fin à Pékin.

Quelques jours auparavant, Hans Dietmar Schweis- gut, l'ambassadeur de l'Union européenne en Chine, avait déclaré : «En cette période d'incertitudes géopolitiques, le 20e sommet UE-Chine sera l'occasion de montrer que notre coopération est importante non seulement pour l'Europe et la Chine, mais aussi pour le reste du monde.» Une élection présidentielle aux Etats-Unis plus tard, l'ambiance a radicalement changé.

La version en ligne du Quotidien du peuple, organe officiel et historique du Parti communiste chinois, a beau faire son miel des dernières déclarations d'Angela Merkel qualifiant, lors d'une conférence en ligne de la CDU le 5 mai, l'Accord global sur les investissements (Comprehensive agreement on investments-CAI) UE-Chine d'«engagement important», le cœur n'y est plus. Certes, la Chancelière allemande a ajouté : «Nous ne serons pas en mesure de faire face au changement climatique ni de résoudre les problèmes de l'OMC (Organisation mondiale du commerce) ou d'autres problèmes mondiaux sans ou contre la Chine.» Mais, à propos du CAI conclu en décembre, elle a été obligée de mentionner les «difficultés qui surgiront certainement dans le processus de ratification.»

Ratification de l'Accord Chine-UE suspendue Le ton est en effet monté entre l'UE et la Chine avec des répercussions sur le Parlement européen censé ratifier le CAI.

Le 22 mars, répondant à des sanctions de Bruxelles contre quatre dirigeants de la région chinoise du Xinjiang accusés de violations graves des droits humains de la minorité ouïghoure, Pékin a, à son tour, prononcé des sanctions contre une dizaine d'Européens, dont des membres du Parlement ainsi que contre quatre organisations non gouvernementales.



Le 4 mai, c'est sans surprendre que le Letton Valdis Dombrovskis, vice-président de la Commission européenne et commissaire au commerce, a annoncé à l'AFP que l'exécutif européen avait «en un sens» suspendu ses efforts pour obtenir la ratification du CAI. Le lendemain dans un communiqué la Commission précisait que le CAI ne pouvait être dissocié des autres dossiers entre l'UE et la Chine et que les sanctions à l'égard de parlementaires européens étaient «inacceptables et regrettables». Quant à la ratification du CAI, cela dépendra de «l'évolution de la situation».

Et, comme s'il était nécessaire de piétiner encore un peu l'embryon de l'accord UE-Chine sur les investissements, le Français Thierry Breton, a affirmé que ce n'était «pas vraiment un accord», mais plutôt «une intention». Le commissaire européen au Marché intérieur intervenait le 6 mai dans une réunion de l'Atlantic Council, un cercle de réflexion états-unien qui se présente comme une «organisa-

tion qui galvanise le leadership et l'engagement des Etats-Unis dans le monde». Cité par l'AFP, il a expliqué que le CAI avait été annoncé dans une «période intermédiaire aux Etats-Unis», c'est-à-dire après l'élection présidentielle, mais avant l'arrivée de l'administration Biden. «Mettez cela en perspective. En fin de compte, c'était une intention. Ni plus, ni moins [...] Le temps où l'intention se transformera en réalité peut être assez long», a-t-il ajouté. De là à dire que cet accord, qui devait favoriser un rééquilibrage des relations commerciales entre l'UE et la Chine, vient d'être jeté aux oubliettes...

Pour le moment, la Commission procède à sa révision juridique et à sa traduction dans les différentes langues de l'UE, en vue de son examen par le Parlement européen en 2022. Mais au sein du Parlement, les sociaux-démocrates et les Verts sont opposés à cet accord.

R.E

PÊCHE ET BREXIT

Paris menace de couper le courant électrique à Jersey

Le ton monte à Paris envers la petite dépendance de la Couronne britannique accusée d'imposer des conditions «non prévues» par l'accord signé entre le Royaume-Uni et l'Union européenne pour régler l'accès à ses zones de pêche. «Ce n'est pas la première menace que les Français formulent envers Jersey ou le Royaume-Uni depuis que nous sommes dans ce nouvel accord [post-Brexit, signé fin 2020 et dit «ACC»], a déclaré ce 5 mai le ministre des Affaires étrangères de l'île anglo-normande de Jersey, Ian Gorst, sur la BBC, en référence à l'accord post-Brexit conclu entre le Royaume-Uni et l'Union européenne. «Il apparaîtrait disproportionné de couper le courant juste parce qu'il faut fournir

des détails supplémentaires afin que nous puissions affiner les licences» de pêche avant leur octroi, a-t-il ajouté. Ian Gorst réagissait à la perspective évoquée, la veille, par la ministre française de la Mer, Annick Girardin, à l'Assemblée nationale, de répercussions éventuelles sur le transport d'électricité par câble sous-marin qui apporte depuis la France 95% de l'électricité utilisée dans la petite île anglo-normande. La ministre française envisageait des «mesures de rétorsion» contre les autorités de la petite dépendance de la Couronne accusée par Paris de trainer les pieds pour délivrer les licences de pêche permettant l'accès des navires français aux zones de pêche de l'île anglo-normande. Selon son ministère, le

Royaume-Uni a publié le 30 avril une liste de 41 navires français autorisés à pêcher dans les eaux de Jersey, mais cette liste s'accompagne de nouvelles exigences «qui n'ont pas été concertées, discutées ni notifiées avant».

«Zonage» et nombre de jours de mer Dans un communiqué mis en ligne sur son site web, le ministère français de la Mer affirme avoir signalé à Bruxelles ces «conditions non prévues dans l'accord, liées au zonage et au nombre de jours de mer». De son côté, le gouvernement de Jersey plaide sa bonne foi et assure avoir octroyé les licences de pêche conformément à l'accord commercial conclu entre Bruxelles et Londres fin décembre.

R.E

NORD STREAM 2 DE NOUVEAU BLOQUÉ

Les écologistes, idiots utiles des Américains

Le chantier du gazoduc entre la Russie et l'Allemagne est de nouveau bloqué, à quatre mois du départ d'Angela Merkel. Aux sanctions américaines sont venues se greffer de nouvelles plaintes d'associations de défense de l'environnement. Simple contre-temps ou coup de grâce? Politiquement, le temps joue contre le projet.

La pose des conduites de gaz du Nord Stream 2 dans la zone

économique exclusive allemande de la Baltique devra attendre. Du fait de nouvelles sanctions extraterritoriales du Congrès des Etats-Unis? Non, c'est maintenant la faute à une action intentée en justice par le Syndicat de conservation de la nature et de la biodiversité (NABU).

Ayant un effet suspensif, cette plainte a bloqué l'avancée des travaux du côté allemand jusqu'à la fin du mois mai au

moins, à en croire le service presse de l'Agence fédérale maritime et hydrographique (BSH), dont le permis délivré en mars 2018 à l'opérateur de Nord Stream 2 est visé. En cause: le risque que ces travaux, sur un tronçon de 16,5 kilomètres, ne détruisent les habitats naturels du fond marin, sur une superficie équivalente à plus de 16 terrains de football. À titre de comparaison, un seul chalut de bateau de pêche

racle le plancher océanique sur une largeur équivalente à celle d'un terrain de foot. L'ONG n'en est pas à son coup d'essai. En janvier 2018, elle avait adressé avec le Fonds mondial pour la nature (WWF) une lettre commune aux parlementaires de la majorité. «Près de 4.000 personnes ont signé notre lettre!», rappelle fièrement sur son site cette association qui revendique 720.000 membres.

R.E

AMAZON NE PAIE PAS ASSEZ D'IMPÔTS EN EUROPE

«La réponse, c'est l'abrogation de la flat-tax !»

Indignation outre-Manche. Amazon ne paie pas d'impôt sur les sociétés en Europe, malgré l'explosion de ses ventes. Un faux débat pour Marc Wolf, ancien cadre du fisc, qui souligne que les GAFA se plient à leurs obligations. S'il existe une marge de manœuvre pour les Européens, elle se trouve dans les poches des actionnaires. Amazon ne contribue pas «à l'équilibre du bien commun». Dans les colonnes du Guardian, la députée travailliste Margaret Hodge dénonce une «campagne d'évasion fiscale insaisissante» de la firme de Seattle. La raison de sa colère, l'ardoise fiscale réglée par le géant du commerce en ligne au titre de l'impôt sur les sociétés (IS) pour 2020 : zéro euro. Un chiffre qui contraste avec les 44 milliards de chiffre d'affaires qu'il a réalisé sur le vieux continent.

Mieux, Amazon a même obtenu un crédit d'impôt de 56 millions d'euros au Luxembourg, où est implanté son siège européen. Crédit qu'elle pourra faire valoir en cas de futurs profits. Une éventualité qui pourrait ne pas se présenter de sitôt. Comme le souligne le quotidien britannique, cette filiale a accumulé 2,7 milliards d'euros de pertes, qui pourront être déduites de tout impôt sur de futurs bénéfices. La décision du groupe américain de rendre public le bilan comptable qu'il a communiqué aux autorités luxembourgeoises n'a pas arrangé les choses. N'y figure pas le chiffre d'affaires réalisé par pays de son marché européen. En revanche, ses comptes aux États-Unis montrent que les revenus détaxés au seul Royaume-Uni ont augmenté de 51% en 2020, pour atteindre un record de 26,5 milliards de dollars (22,47 milliards d'euros). Rien qu'au quatrième trimestre 2020, la firme de Jeff Bezos enregistre une croissance de 42% sur ses ventes mondiales par rapport à 2019, bondissant de 87,4 à 125,6 milliards de dollars (106,53 milliards d'euros), dépassant ainsi largement les attentes du marché.

AMAZON:

ROI DE L'OPTIMISATION FISCALE, PAS DE LA FRAUDE

Des revenus qui «ont grimpé en flèche durant la pandémie, alors que nos commerces se débattent, mais elle continue de transférer ses bénéfices vers des paradis fiscaux comme le Luxembourg pour éviter de payer sa juste part d'impôts», accuse la députée travailliste. Celle-ci fustige les «grandes entreprises du numérique» qui «s'appuient toutes sur nos services publics, notre infrastructure et notre main-d'œuvre éduquée et en bonne santé», mais «ne parviennent pas à verser équitablement dans le pot commun pour le bien commun». Contrairement aux «petites entreprises et aux contribuables assidus.»

R.E

TUNISIE

1.226 nouvelles infections et 69 décès supplémentaires en 24 heures

Le ministère tunisien de la Santé a signalé 1.226 nouveaux cas de COVID-19 et 69 décès supplémentaires dus à cette maladie au cours des dernières 24 heures. Ainsi, le pays totalise 318.236 cas confirmés de COVID-19 dont 11.277 décès et 274.270 guérisons depuis le début de la crise sanitaire, en mars 2020. Au 55e jour de la campagne nationale de vaccination en Tunisie, qui implique 51 centres de vaccination, 457.568 inscrits sur la plateforme électronique Evax sont déjà vaccinés sur un total de 1.547.503 candidats. Le taux de vaccination (première dose) pour la catégorie 60-75 ans a atteint 46,7% sur l'ensemble des inscrits à Evax. A noter que le gouvernement tunisien a décidé de mettre en vigueur un confinement général du 9 au 16 mai sur tout le territoire, de renforcer le couvre-feu nocturne de 19h00 à 05h00, d'interdire la circulation interprovinciale, outre la suspension des activités sportives et culturelles, toutes catégories confondues.

INDE

Le seuil des 4.000 morts par jour franchi

L'Inde a enregistré pour la première fois depuis le début de l'épidémie plus de 4.000 décès dus au nouveau coronavirus en 24 heures, a annoncé samedi le gouvernement. Les 4.197 nouveaux décès portent le bilan total du pays de 1,3 milliard d'habitants à 238.270 morts depuis le début de la pandémie. En une journée, le pays a comptabilisé 401.078 nouveaux cas de Covid-19 soit un bilan total de près de 21,9 millions, selon la même source, citée par des médias. En dépit de l'aide internationale, des patients continuent de mourir aux portes d'hôpitaux submergés. Et, selon les spécialistes, le pire est encore à venir, avec un pic épidémique attendu d'ici à plusieurs semaines. Le dirigeant de l'opposition Rahul Gandhi a appelé le Premier ministre à imposer un confinement national pour éviter une propagation de la pandémie qui serait "dévastatrice" pour l'Inde et d'autres pays. Dans une lettre à Narendra Modi, il a critiqué "l'absence de stratégie claire et cohérente" du gouvernement face à la pandémie. "Permettre la propagation incontrôlable de ce virus dans notre pays sera dévastateur, non seulement pour notre peuple, mais pour le reste du monde", a souligné le chef du parti du Congrès.

Le gouvernement a largement laissé aux différents Etats indiens la latitude de décider des mesures de lutte contre la pandémie. Si la situation se stabilise dans les grandes villes comme New Delhi ou Bombay, qui ont reçu des approvisionnements supplémentaires en oxygène - en grande partie de l'étranger - c'est maintenant dans les zones rurales du sud du pays que la propagation du virus est la plus rapide. La région du Karnataka a décrété un confinement de deux semaines à partir de lundi dans l'espoir d'enrayer les contaminations. Un confinement pour une semaine entre également en vigueur samedi dans l'Etat du Kerala, dans le sud-ouest du pays, alors qu'un confinement de dix jours sera imposé à partir de lundi au Tamil Nadu.

ETUDE

L'ibuprofène n'aggrave pas l'infection au Covid-19

Prendre des médicaments anti-inflammatoires de la famille de l'ibuprofène n'augmente pas le risque de faire une forme grave de Covid-19 ni d'en mourir, contrairement à ce qu'on craignait au début de la pandémie, selon une étude publiée hier.



L'utilisation d'anti-inflammatoires non stéroïdiens (AINS) n'est pas associée à une augmentation de la mortalité ou de la gravité du Covid-19", conclut cette vaste étude des autorités de santé britanniques, publiée dans la revue médicale The Lancet Rheumatology et portant sur 72.000 patients. "Nous avons maintenant une preuve nette que les AINS peuvent être utilisés en toute sécurité chez les patients qui ont le Covid-19", a commenté l'auteur principal de l'étude, le Pr Ewen Harrison (université d'Edimbourg), cité dans un communiqué. "Les AINS sont couramment utilisés à travers le monde dans de nombreuses situations, qui vont des douleurs bénignes au traitement de maladies chroniques", comme, par exemple, la

polyarthrite rhumatoïde. "De nombreuses personnes comptent sur eux pour être capables de mener leurs activités quotidiennes", rappelle le chercheur. Les AINS sont une famille de médicaments anti-inflammatoires largement utilisés par le grand public en cas de fièvre avec douleurs. Elle comprend notamment l'ibuprofène (substance active de médicaments très répandus, comme le Nurofen ou l'Advil) ou le kétoprofène. Des craintes sur les AINS avaient émergé au début de la pandémie de Covid. Elles étaient nourries par le fait que cette famille de médicaments est par ailleurs suspectée d'aggraver des infections, notamment bactériennes. "La prise d'anti-inflammatoires (ibuprofène, cortisone...) pourrait être un facteur d'aggrava-

tion de l'infection" au Covid, avait twitté en mars 2020 le ministre français de la Santé, Olivier Véran, en conseillant de privilégier le paracétamol en cas de fièvre. Dans la foulée, l'OMS avait recommandé aux personnes présentant des symptômes similaires à ceux du Covid de ne pas prendre de l'ibuprofène en automédication, sans prescription médicale. De son côté, l'Agence européenne des médicaments (EMA) avait souligné qu'"il n'y a actuellement aucune preuve scientifique établissant un lien entre l'ibuprofène et l'aggravation du Covid-19". Les auteurs de l'étude ont examiné les données de 72.000 malades du Covid admis dans 255 centres de soins d'Angleterre, d'Ecosse et du Pays de Galles entre janvier et août 2020. Parmi

eux, 4.211 avaient pris des AINS (essentiellement de l'ibuprofène) avant leur hospitalisation. Selon l'étude, la proportion de décès était similaire chez les patients qui avaient pris des AINS et ceux qui n'en avaient pas pris (30,4% et 31,3%). En outre, "au moment de l'admission à l'hôpital, nous n'avons observé aucune différence significative entre les deux groupes du point de vue de la gravité de l'état des patients", écrivent les chercheurs. Ils concèdent toutefois l'existence de certaines limites à leurs travaux. Parmi elles, le fait qu'on ne sait pas pendant combien de temps les patients avaient pris des AINS, ni s'ils les prenaient sur le long terme pour des maladies chroniques ou occasionnellement pour des douleurs passagères.

ASTRAZENECA

2 nouveaux cas de thromboses, dont un décès, en France

Deux nouveaux cas de thromboses (caillots) atypiques, dont un décès, associés au vaccin contre le Covid-19 d'AstraZeneca, sont survenus en France entre le 23 avril et le 29 avril, selon les autorités sanitaires vendredi. Depuis le début de la vaccination avec ce vaccin, ce sont "30 cas, dont 9 décès au total" de thromboses rares qui sont survenus en France, sur plus de 3.855.000 injections réalisées au 29 avril, selon l'Agence française du médicament (ANSM). Ces deux nouveaux cas concernent des femmes sexagénaire et septuagénaire, qui ont fait des thromboses veineuses cérébrales dont un cas avec une thrombopénie (déficit en plaquettes sanguines, ndlr) associée, précise-t-elle.

Depuis le 19 mars 2021, l'utilisation du vaccin Vaxzevria d'AstraZeneca est réservée en France aux personnes de 55 ans et plus, rappelle l'agence sanitaire. Par ailleurs, concernant le vaccin de Pfizer/BioNTech (Comirnaty) sur la période allant du 16 avril au 29 avril, l'ANSM fait état de deux "signaux potentiels". "Suite à la déclaration de six nouveaux cas de pancréatite aiguë, dont un décès" sur cette période, l'ensemble des cas déclarés depuis le début de la vaccination a été passé en revue. L'analyse des 15 cas graves (14 cas d'évolution favorable et 1 décès) de pancréatites aiguës rapportés au total montre que dans près d'un tiers des cas, ils surviennent chez des patients ayant des antécédents de pa-

thologies pancréatiques ou biliaires. Ces événements constituent un "signal potentiel" qui seront partagés au niveau européen, indique l'ANSM. Parmi les effets déjà sous surveillance, "l'analyse de deux nouveaux cas de syndrome de Guillain Barré (une atteinte neurologique, aussi appelé polyradiculonévrite aiguë, ndlr), portant le total à sept cas depuis le début de la vaccination, "confirme que cet effet indésirable rare constitue un signal potentiel", ajoute-t-elle. Le rapport bénéfice/risque du vaccin n'est pas remis en cause. Au total, plus de 15.813.000 injections ont été réalisées en France au 29 avril, avec ce vaccin des laboratoires américain et allemand Pfizer/BioNTech.



ILLIZI (PESTE DES PETITS RUMINANTS)

Un cheptel de plus de 7.200 têtes vacciné

Pas moins de 7.224 têtes de bétail ont été vaccinées contre la peste des petits ruminants (PPR) à travers la wilaya d'Illizi, dans le cadre du programme national de protection de la santé animale, a-t-on appris mercredi de l'inspection vétérinaire, à la direction locale des services agricoles (DSA). Encadrée par treize (13) vétérinaires, cette campagne, pour laquelle ont été mobilisée plus de

8.000 doses de vaccins, a permis, depuis son lancement à la mi-février dernier, la vaccination de 5.518 ovins et 1.706 caprins, appartenant à 155 éleveurs, a précisé la source.

Cette campagne vise à prémunir le cheptel des zoonoses, dont la PPR, sachant que la wilaya d'Illizi constitue un foyer propice à sa propagation eu égard à sa position géographique sur la bande frontalière et à son climat chaud

sur une longue période de l'année. L'inspection vétérinaire organise des sorties de sensibilisation en direction des éleveurs sur la nécessaire vaccination de leurs troupeaux, afin de protéger la santé animale dans la région.

La wilaya d'Illizi recèle une richesse animale de plus 137.751 têtes, réparties entre 48.167 camélidés, 47.918 caprins, 41.666 ovins, selon les données de la DSA.

AIN TÉMOUCHENT

Plus de 8.000 exploitations agricoles concernées par le recensement

L'opération de recensement national des exploitations agricoles et du patrimoine animalier en cours cible 8.149 exploitations dans la wilaya d'Ain Témoüchent, a indiqué le directeur de wilaya du secteur, Ghali Boulénouar. Lancée fin mars dernier, l'opération de recensement a touché, jusqu'au début du mois de mai en cours, 778 exploitations agricoles situées dans des communes de la wilaya et se poursuit pour toucher les autres. La wilaya d'Ain Témoüchent dispose d'une surface agricole utile de 181.000 hectares utiles dont 12.900 ha irrigués et l'opération du recensement en cours de concrétisation permettra de connaître les positions des activités agricoles et l'emplacement du patrimoine animalier dans la wilaya, a-t-on souligné. Cette opération est encadrée par 28 agents auxquels tous les moyens nécessaires ont été fournis, dont notamment des tablettes d'applications numériques pour le stockage et le transfert des données fixant le site géographique de l'exploitation, a fait savoir le directeur des services agricoles.

ILLIZI

Deux appareils de dialyse don de Sonatrach à l'hôpital de Debdeb

L'établissement public de santé de proximité (EPSP) de Debdeb vient de bénéficier de deux appareils de dialyse, don de la direction générale du groupe Sonatrach, a-t-on appris mercredi auprès des services de la wilaya d'Illizi. Ce matériel est destiné à renforcer les capacités de l'EPSP en vue d'améliorer les prestations de santé assurées aux insuffisants rénaux de la région, a-t-on précisé. L'opération s'inscrit dans le cadre des actions de solidarité initiées par le groupe Sonatrach en tant qu'entreprise citoyenne et en application du principe de responsabilité sociale envers les zones enclavées et éloignées et avec les catégories sociales vulnérables, surtout dans la conjoncture sanitaire actuelle, a souligné la même source. Dans le cadre de la solidarité, l'établissement public hospitalier EPH d'Illizi a réceptionné dix (10) respirateurs artificiels, don de l'association des Ouléma algériens, comme appui aux efforts des services de la Santé, a-t-on indiqué à la wilaya.

GHARDAÏA

Foisonnement de tournois de football en nocturne durant le Ramadhan

Fuyant la monotonie des ksour et quartiers résidentiels, on assiste, dans la wilaya de Ghardaïa durant cette période de Ramadhan, à un foisonnement de tournois de football en nocturne sur les terrains de proximité réalisés dans les différentes localités.



Habitude enracinée pour de nombreux jeunes de la région, et un véritable moyen de loisir et de distraction pour d'autres, ces tournois attirent de nombreux férus de la balle ronde, qu'ils soient joueurs ou simple spectateurs. "Le nombre grandissant de ces tournois, estimé à plus d'une trentaine durant ce mois de Ramadhan, est le résultat de l'absence de toutes autres activités culturelles dans la région, suite au protocole sanitaire de lutte contre la propagation de la pandémie du coronavirus", a indiqué un des membres organisateurs de ces tournois à Melika, Bakir Metehri. Comme avant toute manifestation, les jeunes des différents quartiers de Ghardaïa participent aux préparatifs et la mise au point des effectifs des équipes et la désignation du corps arbitral, a ex-

pliqué Nacereddine Hanichi, membre du comité d'organisation dans le quartier de Theniet El-Makhzen. Cet enthousiasme chez la population juvénile "masculine" sur la pratique en masse de ce sport nocturne est rendue possible par la multiplication des stades de proximités construits par les pouvoirs publics dans les différents espaces et zones d'habitation de la wilaya. Pas moins de 172 stades de proximité ont été réalisés à travers l'ensemble des zones urbanisées de la wilaya, a révélé un responsable de la direction de la Jeunesse et des Sports, signalant que ces stades sont équipés d'éclairage permettant la pratique du football en nocturne. Ces tournois de Ramadhan reflètent un rôle axial du sport dans la promotion des valeurs de saine

concurrence et la consolidation de l'unité sociétale des habitants de Ghardaïa dans sa diversité culturelle, a souligné Abdenour, joueur d'une équipe de Mermed, quartier périphérique de Ghardaïa. Un moyen de préserver la forme physique Ils constituent également, outre un moyen de maintien de la forme physique durant le mois sacré, une opportunité pour les spectateurs de se connaître et de renforcer les liens entre les membres de la société. Véritable phénomène de société, le sport toute discipline confondu est devenu dans la wilaya de Ghardaïa un loisir de bien-être pratiqué par des personnes de différents âges. Dans les palmeries, en pleine nature, certains s'adonnent à un

sport individuel d'endurance, notamment le footing, comme moyen de garder la forme et une bonne santé physique. Dans bien des cas notamment, chez les personnes relativement âgées, l'activité physique est prescrite par leurs médecins traitants et est assimilée à la notion d'esthétisme et de bien être, notamment chez les personnes souffrant de surpoids et de cholestérol. Amplifié par les campagnes de lutte contre la sédentarité et l'obésité, ce désir de pratique sportive est mesurable à travers les centaines de personnes qui, en fin de journée, exercent une activité physique, telle la marche et la randonnée. La pratique du sport est en nette augmentation dans la wilaya de Ghardaïa même s'il n'existe aucune statistique du nombre de pratiquants, cependant la fréquentation massive de certains sites et stades montre l'intérêt qu'accordent les habitants de la région aux sports. "La réalisation de stades de proximité dans les quartiers urbanisés de Ghardaïa constitue un acquis pour orienter les jeunes à la pratique du sport et éviter de sombrer dans la dépravation", a soutenu un père de famille. Ces stades constituent une bouffée d'oxygène pour transmettre une éducation et des valeurs particulières du sport aux jeunes, proposant aux pouvoirs publics de généraliser ces sites et de désigner des éducateurs sportifs pour canaliser cette masse juvénile, a-t-il conclu.

ORAN

Injection sur le marché d'une quantité de 100 QX de pomme de terre

L'antenne régionale de l'Office national interprofessionnel des légumes et viandes (ONILEV) procédera à partir de jeudi à Oran à une première vente de pomme de terre à prix réduit en injectant sur le marché une quantité de 100 quintaux de ce tubercule, a-t-on appris mercredi auprès de la direction des services agricoles (DSA) de la wilaya. Il s'agit d'une première opération de vente de pomme de terre directement aux citoyens, a déclaré à l'APS le chef de service production et

appui technique à la DSA de la wilaya d'Oran, Mohamed Amine Messabih, qui a souligné que "cette opération vise, outre la régularisation de ce tubercule sur le marché, à casser surtout la spéculation notamment en ce mois de Ramadhan en fixant le prix à 55 DA le kilogramme". Cette première opération de vente directe aux consommateurs aura lieu au niveau d'un point de détail situé au niveau d'Es-Sénia (Oran), à proximité d'une confiserie d'olives, a fait savoir le même responsable, qui a indiqué que l'opération

de déstockage de la pomme de terre s'effectue par l'antenne régionale de l'Office national interprofessionnel des légumes et des viandes (ONILEV) qui dispose aussi d'entrepôts au niveau de la wilaya de Mostaganem. Le prix de ce tubercule, "qui a pris des ailes" durant le mois de Ramadhan, se négocie actuellement sur le marché entre 65 et 80 DA le kilogramme, malgré l'injection d'importantes quantités sur le marché de gros pour réguler le marché, a-t-on constaté.

MOSTAGANEM (FILIÈRES AGRICOLES) Création d'un espace de coordination entre les conseils interprofessionnels

Un espace de coordination entre les conseils interprofessionnels des différentes filières agricoles a été créé, récemment, dans la wilaya de Mostaganem, a-t-on appris mercredi du conseil national interprofessionnel de la filière légumes.



Le vice-président du conseil national interprofessionnel de la filière légumes, Abdelkader Adda Benyoucef a indiqué, à l'APS, que cet espace, appelé "club des conseils interprofessionnels communs des différentes filières agricoles", sera un espace de concertation, de dialogue et de coordination entre les différents acteurs au sein de ces instances professionnelles. Ce club, auquel un local a été affecté au sein de la chambre

d'agriculture de la wilaya, accueille 13 conseils interprofessionnels locaux des filières des viandes rouges et blanches, du lait, de l'olive, des légumes, de la pomme de terre, de la tomate industrielle, des céréales, des agrumes, de viticulture, d'arboriculture fruitière, de l'élevage équin et de l'apiculture, a-t-il souligné. Ce club sera au service des agriculteurs relevant des différentes filières, avec la mise en place d'un plan de travail permettant de connaître la réalité

du terrain des différents acteurs du secteur et informer les tutelles concernées dont notamment la direction des services agricoles (DSA). D'autre part, cet espace, premier du genre au niveau national, prendra en charge l'organisation des activités des différentes filières et devra trouver des liens de coopération entre les conseils interprofessionnels et la coordination autour de différentes questions intéressant les agriculteurs au niveau de la

wilaya, a ajouté M. Benyoucef. Dans la wilaya de Mostaganem, la majorité des professionnels activant dans le secteur, dont le nombre dépasse 27.000 dans la filière céréales, légumes et élevage bovin, sont répartis sur la région de la Dahra, spécialisée dans la production des grandes récoltes et dans la plaine de Mostaganem, produisant différentes légumes, notamment la pomme de terre, selon les données de la chambre de l'agriculture de la wilaya.

KHENCHELA: Lancement de 9 projets au profit de la commune d'Ouled Rechache

Les travaux de réalisation de neuf (9) projets de développement local ont été récemment lancés au profit des habitants des zones d'ombre de la commune d'Ouled Rechache (Khenchela), apprend-on mercredi du secrétaire général (SG) de la wilaya, Hadj Faresi. Les zones d'ombre de cette collectivité locale ont ainsi bénéficié durant l'exercice en cours de neuf (9) opérations de développement local pour lesquelles un investissement public de plus de 119 millions de dinars a été mobilisé dans le cadre du Fond de garantie et de solidarité des collectivités locales, a précisé à l'APS, M. Faresi.

Les projets sont destinés au développement du secteur des ressources en eau dans les villages et localités de la commune d'Ouled Rechache, à travers la réalisation de nouveaux forages et la réhabilitation d'anciens puits en sus de l'extension du réseau d'assainissement, a ajouté la même source.

Les zones d'ombre ayant bénéficié de projets de développement dans cette commune sont Kaf Etterab, Ouled Mohamed, Laguetatcha, Ouled Boutarfa, Ouled Yazid, Ain Etterab, Ras Elmaa et Tadina-ret, a fait savoir M. Faresi.

Il a également révélé que l'ensemble de ces projets devraient être réceptionnés "avant fin 2021", soulignant que le délai de réalisation de ces opérations a été fixé entre 3 et 8 mois. Inscrits dans le cadre de la promotion des zones d'ombre de cette collectivité locale, ces projets de développement devraient permettre de raccorder près de 1700 habitants au réseau d'approvisionnement en eau potable (AEP) et contribuer à éradiquer les maladies à transmission hydriques (MTH), outre l'amélioration du cadre de vie d'une population de plus de 1200 âmes, a affirmé la même source.

BENI-SLIMANE (MÉDÉA)

Action de solidarité au profit de familles affectés par les inondations

Une action de solidarité a été organisée, vendredi, au profit de familles démunies affectées par les dernières inondations qu'a connu la ville de Beni-Slimane, à 70 km à l'est de Médéa, a-t-on appris auprès du directeur local de l'action sociale et de la solidarité (DASS).

Plus de 250 familles nécessiteuses, dont les habitations ont été inondées et qui sont toujours sous le choc de cette catastrophe qui a provoqué le décès de quatre personnes parmi lesquelles une fillette de 13 ans, ont reçu, ce vendredi, des kits alimentaires complets, de la literie ainsi que des vêtements, a expliqué le DASS, Mohamed Behalil.

Ce même responsable a précisé que cette action est la troisième du genre, organisée en faveur de familles démunies, au lendemain de ces inondations. L'opération de solidarité en faveur des couches défavorisées de la commune de Beni-Sli-



mane va se poursuivre, selon ce responsable, jusqu'à la fin de la semaine prochaine, a-t-on indiqué de même source.

Des actions similaires seront organisées, cette fois-ci, en direction des familles résidant à la périphérie de la ville de Beni-

Slimane et dans les zones rurales proches de cette agglomération urbaine, a-t-il ajouté.



ZIDANE À PROPOS DE SON AVENIR AU REAL

”Je vais rendre les choses faciles pour le club”



Zinedine Zidane a employé une formule sibylline pour répondre aux habituelles questions sur son avenir au Real Madrid : "Je vais rendre les choses faciles pour le club", a-t-il dit hier en conférence de presse. "On va finir la saison. Pour la suite, ce que je peux dire, c'est que je vais rendre les choses fa-

ciles pour le club, parce que le club m'a toujours tout donné", a déclaré l'entraîneur madrilène. "Mais le sujet, c'est demain, ce sont les quatre matches qui restent. Bien finir la saison, c'est ce qui me motive, le reste c'est du blabla", a coupé court Zidane, à qui il reste un an de contrat à Madrid. "Je ne vais pas poser de pro-

blème au club, il n'y a rien d'autre à dire sur la question qui m'a été posée", a-t-il ajouté. Tout juste éliminé de la Ligue des champions par Chelsea (1-1, 0-2) au stade des demi-finales, le Real est encore dans la course au titre en Championnat d'Espagne, avec deux points de retard sur l'Atlético Madrid, leader. Les Merengues reçoivent di-

manche Séville, 4e de Liga, avec quatre journées restant à disputer. Par ailleurs, Zidane a pris la défense de son joueur Eden Hazard, critiqué pour avoir ri avec des joueurs de Chelsea mercredi à Londres. "Eden s'est excusé et il a bien fait. Il n'avait pas l'intention de nuire, c'est le plus important", l'a défendu Zidane.

FOOT-LIGUE 1
TUNISIENNE

Report de la 26^e
et dernière journée
au 19 mai

La Fédération tunisienne de football (FTF) a annoncé vendredi la suspension de toutes les compétitions (toutes catégories confondues) du 10 au 16 mai, suites au confinement général décrété par le gouvernement du 9 au 16 mai. Les rencontres et autres compétitions internationales officielles des sélections et des clubs seront exempts de cette décision, a indiqué la FTF dans son communiqué. Il a décidé de reporter la 26^e et dernière journée de la Ligue 1 du football professionnel au 19 mai, outre le report de tous les stages des sélections nationales à une date ultérieure, la révision du calendrier des compétitions de coupe et l'ajournement des matches de football féminin.

La FTF a souligné que pour ce qui reste de la saison 2020-2021, la nécessité pour toutes les parties concernées de s'en tenir à l'ensemble des dispositions dictées par le protocole sanitaire, notamment le huis clos.

R.S

LUTTE ANTIDOPAGE

Les contrôles
repartent à la hausse

L'Agence mondiale antidopage (AMA) a indiqué que la lutte antidopage a retrouvé sa vitesse de croisière, à moins de trois mois de l'ouverture des Jeux olympiques de Tokyo (23 juillet-8 août 2021), révélant que le nombre d'échantillons prélevés par les organisations antidopage, à l'échelle planétaire, revient rapidement à la normale malgré la pandémie de COVID-19.

"Pour le mois de mars 2021, 22 649 échantillons ont été prélevés par 145 organisations antidopage, le chiffre le plus élevé enregistré depuis le début de la pandémie en mars 2020", a indiqué un communiqué de l'AMA, ajoutant que les contrôles avaient baissé de façon considérable au cours des premiers mois de la pandémie, en particulier de mars à juin 2020, mais leur nombre a recommencé à augmenter par la suite. Le niveau d'échantillons prélevés hors compétition au cours des trois premiers mois de 2021 est ainsi plus élevé que celui de la même période en 2019.

Selon l'AMA, le déploiement des campagnes de vaccination contre le COVID-19 dans le monde contribue également à l'augmentation du nombre d'échantillons prélevés en vue des Jeux de Tokyo. Sans surprise, le nombre limité de manifestations sportives organisées en 2020 a eu un impact considérable sur le nombre d'échantillons prélevés en compétition. Une tendance qui se confirme en 2021. Mais "les contrôles hors compétition ont maintenant repris avec vigueur, note le président de l'AMA, Witold Ba?ka. Pour preuve, 2 000 contrôles de plus ont été effectués en mars 2021 par rapport au même mois en 2019".

R.S

JOHN COATES (VICE-PRÉSIDENT DU CIO)
"Rien ne peut empêcher
les JO d'aller de l'avant"

Rien ne pourra empêcher les Jeux Olympiques de Tokyo d'avoir lieu comme prévu, en dépit de la pandémie de Covid-19 toujours en cours, a affirmé hier le vice-président du Comité international olympique (CIO), John Coates.



Interrogé par l'AFP sur le fait de savoir si un scénario empêchant la tenue des JO (23 juillet-8 août) était envisageable, M. Coates a répondu : "non, il n'y en a pas". "Le Premier ministre du Japon l'a dit au président des Etats-Unis il y a deux ou trois semaines et continue de le dire au CIO. Nous travaillons avec lui sur toutes les mesures de sécurité. Cela va de l'avant", a-t-il poursuivi. Le Premier ministre japonais Yoshihide Suga a eu des entretiens en avril avec le président américain

Joe Biden durant lesquels il a souligné que son pays faisait tout son possible pour contenir la pandémie et organiser des Jeux en toute "sécurité". L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a assuré vendredi faire confiance au Comité international olympique, au Japon et à la ville-hôte Tokyo, pour faire les bons choix dans la gestion de la pandémie.

"Nous avons passé la première moitié de l'année dernière à identifier les pires scénarios possibles" puis "nous avons passé les

six mois suivants à identifier les mesures pour parer" à la crise sanitaire, a-t-il affirmé à des journalistes à Sydney, en marge d'une réunion du Comité olympique australien.

Jeudi, les laboratoires Pfizer et BioNTech ont annoncé avoir conclu un protocole d'accord avec le CIO pour fournir des vaccins contre le Covid-19 à destination des sportifs et délégations de tous les pays participant aux Jeux olympiques de Tokyo.

"Nous avons énormément travaillé dans la mise en place de

procédures qui garantissent la sécurité des athlètes par le biais de tests (...) renforcées par le fait que tous les athlètes du monde entier ont maintenant accès au vaccin", a assuré M. Coates.

Face à une crise sanitaire toujours préoccupante au Japon, le gouvernement a prolongé vendredi de trois semaines l'état d'urgence dans quatre départements, dont celui de Tokyo, et deux départements supplémentaires vont rejoindre ce dispositif.

R.S

GYMNASTIQUE

Le Canada renonce à un tournoi
qualificatif pour Tokyo

La Fédération canadienne de gymnastique a annoncé vendredi que ses athlètes ne participeraient pas à l'épreuve de qualification de dernière chance pour les Jeux olympiques de Tokyo le mois prochain à Rio, en raison de craintes liées à la pandémie de coronavirus. Il n'y aura donc pas d'équipe canadienne aux Championnats panaméricains 2021, qui se tiendront au Brésil du 4 au 13 juin, avec comme conséquence pour ses gymnastes de laisser passer une chance de qualification dans les épreuves artistiques masculines et féminines, ainsi qu'en rythmique.

Le Brésil est en proie à une escalade des contaminations au Covid-19, et totalise plus de 416.000 décès, ce qui en fait le deuxième pays le plus endeuillé au monde derrière les Etats-Unis.

"Dans ce contexte de pandémie, il est nécessaire de se préoccuper des déplacements à l'étranger pour participer à des compétitions", a justifié Ian Moss, directeur général de Gymnastique Canada, dans un communiqué. "La Fédération a un protocole d'évaluation des risques très détaillé et nous avons estimé que le risque pour la santé et la sécurité de tout le personnel voyageur était trop élevé pour envisager de participer à la compétition", a-t-il expliqué.

Pour les gymnastes qui espéraient encore valider leur billet pour Tokyo, le rêve est fini. "Nous sommes conscients de l'impact de ces décisions sur nos athlètes, en particulier les seniors qui ont consacré tant d'années à leur ambition de participer aux Jeux olympiques", a regretté Ian Moss.

R.S

JEUX DE LA SOLIDARITÉ
ISLAMIQUE

L'édition de Konya reportée
à 2022

La 5^{ème} édition des Jeux de la solidarité islamique, prévue initialement pour septembre 2021 à Konya (Turquie), a été reportée au mois d'août 2022 en raison de l'instabilité de la situation sanitaire mondiale caractérisée par la propagation de la pandémie du Coronavirus, ont indiqué vendredi les organisateurs dans un communiqué. "Il a été décidé de reporter la 5^{ème} édition des Jeux de la solidarité islamique à l'année 2022 qui connaîtra une amélioration et une stabilisation de la situation sanitaire du fait que les pays participants auront bénéficié du vaccin contre le Coronavirus, et ce dans le but d'organiser cet événement dans de bonnes conditions garantissant la sécurité de tous les athlètes", a précisé la Fédération sportive de la solidarité islamique. "En vertu de cette décision, les Jeux de la solidarité islamique se dérouleront à Konya du 9 au 18 août 2022", a ajouté la même source.

La décision de report est intervenue après une réunion du Conseil exécutif de la Fédération sportive de la solidarité islamique, présidé par le prince Abdelaziz Ben Turki Al-Faisal et des membres du comité d'organisation des Jeux islamiques Konya-2021, présidé par le ministre turc de la Jeunesse et des Sports, Mehmet Kasapoglu. La dernière édition des Jeux de la solidarité islamique a eu lieu en 2017 à Bakou (Azerbaïdjan), rappelle-t-on.

R.S

FOOT/ LIGUE 1 PROFESSIONNELLE

Une avance de 2 milliards de centimes sur les droits TV pour 15 clubs

La président de la Fédération algérienne de football (FAF) Amara Charaf-Eddine, en concertation avec le Bureau fédéral, a décidé de procéder à une avance sur les droits TV à 15 clubs de la Ligue 1 professionnelle, soit un montant de 2 milliards de centimes/ club, a annoncé l'instance fédérale ce vendredi dans un communiqué.

La décision a été prise lors d'une réunion de travail, tenue jeudi soir à l'hôtel Sheraton Club des Pins (Ouest d'Alger), entre le président de la FAF et les présidents (ou représentants pour certains, ndr) de clubs de la Ligue 1.

L'instance fédérale a précisé que "les cinq clubs dont les sociétés sont détenues par des entreprises publiques (MC Alger, JS Saoura, CS Constantine, USM Alger et CR Belouizdad) se sont solidarisés avec leurs homologues en différant l'obtention de leurs droits TV jusqu'au recouvrement par la FAF de ces créances auprès de l'EPTV".

Dans son intervention introductive, le président de la FAF a exprimé "sa volonté de collaborer avec tous les dirigeants en rappelant qu'il a répondu favorablement à la demande des clubs pour se réunir et débattre ensemble des problèmes qui les préoccupent".

Charaf-Eddine s'est dit porteur d'une vision et d'un projet pour lesquels il souhaite l'adhésion de tous les acteurs. Il s'est dit aussi "très sensibilisé" par rapport aux difficultés des clubs, notamment sur le plan financier, tout en appelant ces derniers à faire "des efforts en matière de structuration, d'organisation et de bonne gouvernance pour mieux gérer les sociétés propriétaires de ces clubs professionnels".

Au cours de cette réunion avec clubs de l'élite, la première pour Amara Charaf-Eddine, depuis son élection le 15 avril dernier, en remplacement de Kheirredine Zetchi, il a été également décidé du "report de l'interdiction d'obtenir les licences jusqu'à la prochaine période d'enregistrement afin de permettre aux clubs de mieux gérer la fin de cette saison 2020-2021 et donc des dettes jusqu'à la fin de



la saison". Concernant les représentants algériens dans les compétitions africaines inter-clubs, pour la saison 2021-2022, la FAF a souligné qu'elle allait recourir "à l'application de l'indice pour désigner les représentants algériens dans les coupes africaines, dans le cas où la CAF ne donnerait pas de suite à la demande de prolongation de l'échéance du 30 juin 2021, sachant que d'autres championnats sont dans la même situation du championnat algérien". La FAF a annoncé "la réactivation de la commission mixte (MJS, fédération, ligue, clubs professionnels) pour (re)prendre en charge les dossiers problématiques du professionnalisme et réfléchir sur un nouveau mo-

dèle économique viable pour les clubs et la diversification des sources de financement". Pour rappel, le président de la Ligue professionnelle de football (LFP) Abdelkrim Medouar, a tenu à la fin du mois d'avril dernier deux réunions conjointes LFP-présidents de club pour traiter divers points liés au professionnalisme et étudier les conclusions de la commission de réflexion réunie le 24 avril. A l'issue de son élection, Amara Charaf-Eddine s'est engagé à revoir le mode du professionnalisme, en améliorant le système de compétition, actuellement à 20 clubs, en vue de la saison prochaine.

R.S

FOOT/ LIGUE 2 AMATEUR (DISCIPLINE)

Le président du DRBT Graïche suspendu pour deux ans dont un an avec sursis

Le président du DRB Tadjenanet (Ligue 2 amateur de football) Tahar Graïche, a été copé de deux ans de suspension, dont un avec sursis de toute fonction officielle à compter du 5 mai 2021 pour "agression envers officier de match en fin de partie", a annoncé la Ligue nationale de football amateur (LNFA) avant-hier sur son site officiel.

Outre cette sanction, le patron du DRBT devra s'acquitter d'une amende de 80.000 dinars, précise la même source. Les faits se sont dé-

roulés lors de la rencontre entre DRB Tadjenanet - AS Khroub (2-2), disputée samedi dernier, pour le compte de la 14e journée du championnat de Ligue 2.

Le Difaâ a été également d'une suspension de terrain pour un match et 10.000 dinars pour "mauvaise organisation et non-respect du protocole sanitaire, plus 150.000 dinars d'amende pour absence d'entraîneur".

D'autre part, le stade de Ben Aknoun a été suspendu pour un match avec sursis, plus une amende

de 100.000 dinars, suite aux incidents survenus lors du match ES Ben Aknoun - WR M'sila (2-1). Pour sa part l'entraîneur des gardiens de buts de l'ESBA, Hamizi Hakim a été copé de six mois de suspension, dont trois avec sursis, pour "comportement anti sportif envers officier de match".

De son côté, l'entraîneur des gardiens de but du RCB Oued Rhoui a connu lui aussi une lourde sanction. Il a été suspendu pour un an de toute fonction officielle en plus de 50.000 dinars d'amende pour

"voies de fait à joueur adversaire sans lésion corporelle".

"Le RCBOR qui reçoit ses adversaires chez la commune voisine en raison de l'indisponibilité de son terrain devra chercher un autre stade pour accueillir son prochain match à domicile. Le club de Oued Rhoui a été copé d'une amende de 100.000 dinars pour le non-respect du protocole sanitaire des personnes étrangères se trouvant dans la tribune et mauvaise organisation de la rencontre", souligne la LNFA.

R.S

JUDO / GRAND SLAM DE KAZAN
L'Algérie termine à la 24e place

L'Algérie a terminé 24e, sur un total de 79 pays participant au Grand Slam de Kazan de judo, clôturé vendredi en Russie, suivant le tableau final des médailles, dévoilé dans la soirée par les organisateurs. Un classement que la sélection algérienne doit essentiellement à la cinquième place de Sonia Asselah, qui a raté de très peu le podium chez les plus de 78 kg. En effet, l'Algérienne a réussi un assez bon parcours dans l'ensemble, ne trébuchant qu'à un pas de la "petite finale" pour le bronze, après sa défaite contre la Brésilienne Beatriz Souza aux repêchages. Elle a ainsi porté son capital-points dans le ranking qualificatif aux Jeux Olympiques de Tokyo à 2245 unités, soit 200 points de plus qui la maintiennent dans la course pour une éventuelle qualification aux JO. Outre Asselah, l'Algérie a engagé deux autres judokas dans cette compétition, à savoir Belkadi Amina chez les dames de moins de 63 kg, et Abderrahmane Benamadi chez les messieurs de moins de 90 kg, sauf que leur parcours a été moins reluisant. En effet, Belkadi s'est fait éliminer dès le premier tour, par la Sud-Coréenne Mokhee Cho, alors que Benamadi a réussi à remporter son premier combat, contre le Géorgien Imeda Gvogladze, avant de s'incliner au tour suivant, contre le Serbe Nemanja Majidov.

L'objectif des trois judokas algériens était de récolter des points dans la perspective d'une qualification aux Olympiades nipponnes, à laquelle ils restent toujours en course. La sélection algérienne termine malgré tout premier pays africain dans ce tournoi russe et deuxième nation arabe, derrière les Emirats arabes unis qui ont réussi à glaner une médaille de bronze chez les messieurs de moins de 73 kg. Le Grand Slam de Kazan a été remporté par la Russie (4 or, 6 argent et 5 bronze), devant le Japon (3 or et 1 bronze), alors que la France a complété le podium (2 or et 1 argent). Un total de 409 judokas (245 messieurs et 164 dames), représentant 79 pays, dont 14 nations africaines, ont pris part à ce tournoi, qui a remplacé le Grand Slam de Paris (France), annulé à cause de la pandémie de coronavirus.

LUTTE/TOURNOI PRÉ-OLYMPIQUE MONDIAL DE SOFIA
Abdelkrim Ouakali qualifié en 1/4 de finale

L'athlète algérien Abdelkrim Ouakali (77 Kg) s'est qualifié en quarts de finale du tournoi mondial de lutte qualificatif aux Jeux Olympiques 2020 de Tokyo, organisé du 6 au 10 mai à Sofia en Bulgarie.

Engagé en lutte gréco-romaine, l'Algérien a d'abord battu le Suisse Nicolas Peter Christen, avant de prendre le meilleur sur l'Espagnol Yui Ralembert Perez pour le compte des huitièmes de finale.

En quarts de finale prévus cet après-midi, Ouakali sera opposé au vainqueur du combat opposant l'Azéri Rafiq Huseynov à l'Indien Gurpreet Singh.

Le tournoi de Sofia constitue la dernière chance pour le lutteur algérien qui a raté de peu son ticket qualificatif lors du tournoi "Afrique-Océanie", organisé du 2 au 4 avril à Hammamet (Tunisie).

Ouakali, champion d'Afrique en titre de la catégorie, est accompagné par l'entraîneur Messaoud Zeghdane. Seize billets de qualification seront attribués (2 par catégorie) lors de ce tournoi qui enregistre la participation de plus de 250 athlètes de la lutte libre, gréco-romaine et féminine.

Huit athlètes algériens (4 en lutte gréco-romaine et 4 en lutte libre) ont déjà composé leur billet pour les Jeux Olympiques 2020 de Tokyo, repoussés à 2021.

Les quatre qualifiés en lutte libre sont : Mohamed Fardj (97 kg), Kherbache Abdelhak (57 kg), Fateh Benferdjallah (86 kg) et Djahid Berrahal (125 kg). En lutte gréco-romaine, Adem Boujdjeline (97 kg), Sid Azara Bachir (87 kg), Abdelkrim Fergat (60 kg) et Abdelmalek Merabet (67 kg) ont également validé leur billet pour Tokyo.

R.S

ATHLÉTISME / SOIRÉE ELITE

Belle performance de Yasser Triki au triple saut

La "Soirée Elite" de la Fédération algérienne d'athlétisme (FAA), disputée vendredi soir au SATO du Complexe olympique Mohamed-Boudiaf (Alger), a été marquée par la performance de Mohamed Yasser Triki au concours du triple saut, avec une marque à 17.06m.

Triki (24 ans), qui a réussi ce saut à son deuxième essai, a échoué à 8 centimètres du minima des Jeux olympiques 2021 de Tokyo fixé à 17.14m, mais reste en course pour une qualification grâce à son ranking mondial. Dans une déclaration à l'APS, son entraîneur Azzedine Talhi,

s'est dit "très satisfait" de la performance de son poulain pour un retour à la compétition après plus d'une année d'arrêt à cause de la pandémie de covid-19. "Je reste très optimiste pour une qualification aux JO de Tokyo, notamment, grâce au ranking mondial de Yasser. Il a réalisé une très belle performance ce soir, mais il faut trouver une solution rapide pour participer à un maximum de compétition afin qu'il retrouve ses sensations en se frottant à des athlètes de son niveau", a-t-il déclaré.

Dans les autres épreuves disputées lors de cette soirée Elite de

la FAA, les athlètes de la région Centre ont dominé la compétition en remportant la majorité des courses, dont celles du 100m, du 400m et du 800m.

Lors de cette compétition qui a coïncidé avec la réouverture du stade SATO du complexe olympique Mohamed-Boudiaf, plusieurs personnalités sportives nationales, dont la secrétaire d'état chargée du sport d'élite, Salima Souakri, et le président du Comité olympique et sportif algérien, Abderrahmane Hammad, ont fait le déplacement pour encourager les athlètes engagés lors de cette Soirée Elite.

"C'est une grande satisfaction de voir les athlètes reprendre la compétition et les entraînements dans ce stade mythique. Nous avons fait le maximum pour que nos athlètes profitent de cette enceinte à la veille des Jeux olympiques de Tokyo et des Jeux méditerranéens d'Oran en 2022", a déclaré Souakri.

De son côté, Hammad s'est réjoui de la réouverture du stade annexe d'athlétisme après 4 années de rénovation, soulignant que "cette réouverture va mettre fin au calvaire des athlètes, qui n'avaient plus ou s'entraînaient".

R.S

DIPLOMATIE

Un responsable saoudien confirme des discussions avec l'Iran

Un responsable du ministère saoudien des Affaires étrangères a confirmé que des pourparlers étaient en cours entre l'Arabie saoudite et l'Iran dans le but de réduire les tensions régionales, ont rapporté des médias vendredi. Selon Rayed Krimly, responsable de la planification des politiques au ministère, il est trop tôt pour prévoir les résultats des pourparlers, car Riyad veut voir "des actes vérifiables". "Nous espérons qu'ils réussissent, mais il est trop tôt et prématuré pour parvenir à des conclusions définitives", a déclaré M. Krimly cité par l'agence Reuters. Les propos de M. Krimly, première confirmation publique de Riyad de la tenue des pourparlers directs entre les deux pays, sont intervenus après que le prince héritier d'Arabie saoudite, Mohammed ben Salmane, ait déclaré plus tôt que son pays espérait avoir de bonnes relations avec l'Iran.

MANIFESTATIONS EN COLOMBIE

Le président exige la levée des barrages

Le président colombien Ivan Duque a exigé vendredi la levée des barrages routiers qui se sont multipliés lors des manifestations ces dix derniers jours contre sa politique, violemment réprimées dans plusieurs villes du pays. "Oui au dialogue, oui pour construire, mais définitivement non aux barrages parce que les barrages ne sont pas pacifiques, ils portent atteinte aux droits d'autres personnes", a-t-il déclaré lors d'une rencontre avec des journalistes au palais présidentiel à Bogota. M. Duque, qui a fait état de 733 barrages organisés depuis le début du mouvement le 28 avril, a exigé la fin de ce type d'actions affectant l'approvisionnement de plusieurs villes, notamment en carburants, médicaments et aliments. "Le rejet de ces expressions qui sont violentes doit être catégoriques", a ajouté le président conservateur. Il a exprimé cette exigence à la veille de sa première rencontre avec des jeunes, les plus actifs dans la mobilisation sociale qui exige un changement de cap du gouvernement. Sous pression, alors que la pandémie de Covid-19 a aggravé la crise économique, le gouvernement a lancé une série de réunions avec diverses organisations, commençant par des partis politiques, des magistrats et des médias. Il s'est à nouveau dit vendredi disposé à rencontrer aussi le comité national de grève, initiateur du mouvement et qui réunit des secteurs divers.

DÉPLACEMENT FORCÉ DE PALESTINIENS D'EL-QODS-EST

Le Parlement arabe demande à la communauté internationale d'agir



Le Parlement arabe basé au Caire a demandé vendredi à la communauté internationale d'intervenir pour mettre fin au déplacement forcé par l'entité sioniste de familles de Cheikh Jarrah, un quartier à majorité palestinienne d'El-Qods-Est.

Dans un communiqué, le président du Parlement arabe, Adel Abdel-Rahman Al-Assoumi, a déclaré qu'il avait envoyé des lettres au secrétaire général des Nations Unies, au président de l'Union interparlementaire, aux présidents des parlements régionaux et au Haut-commissaire des Nations Unies pour les droits de l'homme, dans lesquelles il a souligné la condamnation par le Parlement arabe de ce "crime raciste" qui viole les droits de l'homme et les lois internationales.

M. Al-Assoumi a exhorté la communauté internationale à prendre des mesures immédiates et à obliger l'entité sioniste à "mettre fin à ces crimes", à activer les mécanismes du droit international et du droit international humanitaire et à tenir l'occupant sioniste "responsable de ces violations".

RWANDA

Nouveau report de la réunion du Commonwealth prévue à Kigali

Une réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth prévue pour juin dans la capitale rwandaise, Kigali, a de nouveau été reportée en raison de la pandémie causée par le coronavirus, a annoncé vendredi l'organisation. L'événement, qui a lieu tous les deux ans, devait avoir lieu l'année dernière mais a été reporté au 21 juin en raison du Covid-19. La secrétaire générale du Commonwealth, Patricia Scot-

land, a annoncé vendredi qu'elle avait de nouveau été ajournée, sine die. "Nous regrettons de ne pas pouvoir réunir les dirigeants du Commonwealth en ce moment (...) mais nous devons être conscients des risques énormes que les grandes réunions représentent pour tous", a-t-elle déclaré. "J'attends avec impatience le moment où nous pourrions être réunis avec la famille du Commonwealth, face-à-face, au Rwanda, lorsque les condi-

tions le permettront", a ajouté Mme Scotland. Le Commonwealth, principalement composé d'anciennes colonies britanniques, rassemble 54 pays et 2,4 milliards d'habitants. Le président du Rwanda, Paul Kagame, a déclaré que la décision de reporter l'événement pour la deuxième fois n'avait "pas été prise à la légère. Nous sommes impatients d'accueillir la famille du Commonwealth à Kigali au moment opportun."

BURKINA FASO

Au moins huit terroristes éliminés dans le nord-est

Au moins huit terroristes présumés ont été tués jeudi, dans des combats ayant opposé un groupe de terroristes aux volontaires pour la défense de la patrie (VDP) dans la province du Séno dans le nord-est du Burkina Faso, ont indiqué des médias de sources concordantes. "Des combats violents ont opposé des terroristes aux VDP dans la localité de Gorgadji. Au moins huit terroristes ont été tués", a déclaré un membre des forces de défense et de sécurité du Burkina Faso, cité par l'agence Chine nouvelle. Un responsable des VDP, une milice qui appuie l'armée dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, a indiqué que des motos et des armes avaient été saisies à l'issue de l'affrontement. Le bilan du côté des combattants volontaires n'est pas disponible. L'attaque n'a pas été revendiquée. Depuis 2015, le Burkina Faso est en proie à des attentats terroristes qui ont fait de nombreuses victimes et des milliers de déplacés. Ils sont récurrents dans les régions du Sahel, du Centre-nord, de l'Est et dans l'ouest du pays, qui ont été placées régulièrement sous couvre-feu depuis 2019.

VENEZUELA

Caracas qualifie de "farce" la procédure de la CPI contre le gouvernement

La vice-présidente du Venezuela a qualifié vendredi de "farce" la procédure de la Cour pénale internationale (CPI) qui enquête sur de possibles crimes contre l'humanité commis par le gouvernement du président Nicolas Maduro. "C'est une grande farce. Un cas créé artificiellement. L'Etat vénézuélien défendait la paix et la tranquillité de notre peuple face à des manifestations extrêmement violentes", a déclaré Delcy Rodríguez lors d'une conférence de presse au palais présidentiel. La CPI a ouvert en 2018 une enquête pour de pos-

sibles crimes contre l'humanité du régime du président Maduro, notamment après la vague de manifestations de 2017 et pendant laquelle une centaine de personnes ont trouvé la mort. La vice-présidente présentait le rapport envoyé par Caracas au procureur à La Haye censé rejeter toutes les accusations. "Nous avons démonté (les accusations) cas par cas, en nous basant sur la réalité des faits", a-t-elle assuré en présentant le rapport réalisé, selon elle, par des "experts indépendants". Elle a accusé les réseaux sociaux d'être à l'origine

de la procédure et du "lynchage" du régime. Mme Rodríguez a aussi indiqué que les forces de l'ordre étaient intervenues "avec l'interdiction d'utiliser des armes à feu". "Le président Maduro avait été clair: le respect de la vie humaine, des droits de l'Homme avant tout", a-t-elle promis. L'ex-procureure générale du Venezuela Luisa Ortega avait pressé en 2018 la CPI d'ouvrir une enquête sur des meurtres et des tortures présumés, accusant le président "Maduro et son gouvernement" de "crimes" et "d'attaques systématiques et généralisées contre la population civile".

AGRESSIONS ISRAËLIENNES À EL QODS

Condamnation unanime de la férocité israélienne

Plusieurs parties en Palestine, les pays arabes et la communauté internationale exhortent depuis vendredi l'entité sioniste à mettre "immédiatement" un terme à toute expulsion forcée de Palestiniens, qui pourraient constituer des "crimes de guerre".

Israël, comme il l'a toujours fait, agit en criminel de guerre en étant sûr de l'impunité dont elle bénéficie tout le temps. Les faits : La mosquée Al-Aqsa avait été attaquée, vendredi, par les forces d'occupation, qui avaient tiré des balles en caoutchouc, des gaz lacrymogènes et des bombes sonores sur les fidèles, y compris des femmes. Les attaques de l'occupant contre les fidèles ont fait plus de 205 blessés, et la plupart des blessures, causées par des balles en caoutchouc étaient observées au niveau du visage, des yeux et de la poitrine, selon le Croissant-Rouge palestinien. Le porte-parole du Haut Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme, Rupert Colville, le Parlement arabe, l'Iran, l'Union Européenne, des députés américains... tous ont souligné que "Tout le monde doit respecter les lieux saints de la vieille ville d'El Qods au nom de la paix et de la stabilité", tous ont condamné le déplacement forcé de Palestiniens de Cheikh Jarrah, "car ces maisons sont le droit de leurs résidents palestiniens et ont été légalement établis pour les réfugiés palestiniens qui ont été déplacés de force de leurs foyers en 1948". On en a même évoqué le "nettoyage ethnique".

Les Nations Unies ont exprimé leur préoccupation face à l'escalade des tensions et de la violence à El Qods occupée et ses environs, à la lumière des attaques sionistes perpétrées contre la mosquée Al-Aqsa et les quartiers palestiniens de la ville.

Le coordonnateur de l'ONU a, également, appelé les dirigeants politiques et religieux à "intervenir immédiatement".

DES DIZAINES DE PALESTINIENS BLESSÉS

Plusieurs dizaines de Palestiniens ont été blessés par les forces d'occupation israéliennes vendredi autour de la Mosquée al Aqsa à El Qods occupée, selon l'agence de presse palestinienne Wafa.

Des dizaines de milliers de fidèles étaient réunis dans l'enceinte de l'Esplanade des Mosquées pour la dernière grande prière du vendredi.

La police de l'occupation a fait usage de grenades assourdissantes et tiré avec des balles en caoutchouc sur les fidèles réunis pour la prière du vendredi, selon des médias sur place qui ont signalé des dizaines de blessés au visage.

En outre, des dizaines de Palestiniens ont été blessés par balles en caoutchouc tirées par la police de l'occupation, vendredi soir, dans le quartier de Sheikh Jarrah à El Qods occupée, où des familles palestiniennes sont menacées d'expulsion au profit de colons israéliens.

Dans un communiqué, le président du Parlement arabe, Adel Abdel-Rahman Al-Assoumi, a déclaré qu'il avait envoyé des lettres au secrétaire général des Nations Unies, au



président de l'Union interparlementaire, aux présidents des parlements régionaux et au Haut-commissaire des Nations Unies pour les droits de l'homme, dans lesquelles il a souligné la condamnation par le Parlement arabe de ce "crime raciste" qui viole les droits de l'homme et les lois internationales.

M. Al-Assoumi a exhorté la communauté internationale à prendre des mesures immédiates et à obliger l'entité sioniste à "mettre fin à ces crimes", à activer les mécanismes du droit international et à agir de toute urgence pour calmer les tensions" à El Qods. "Les actes d'incitation doivent être évités aux endroits saints et aux lieux de culte", indique le communiqué. La mosquée Al-Aqsa avait été attaquée, vendredi, par les forces d'occupation israéliennes qui avaient tiré des balles en caoutchouc, des gaz lacrymogènes et des bombes sonores sur les fidèles, y compris des femmes. Vendredi, des dizaines de milliers de fidèles étaient réunis dans l'enceinte de l'Esplanade des Mosquées pour la dernière grande prière du vendredi d'ici la fin prévue du mois du ramadan.

Mais des heurts ont éclaté entre Palestiniens et la police sioniste qui a fait usage de grenades assourdissantes et tiré sur des manifestants avec des balles en caoutchouc, selon des médias sur place qui ont signalé des dizaines de manifestants blessés au visage. Des accrochages ont aussi eu lieu dans le quartier voisin de Cheikh Jarrah, où des manifestations nocturnes quotidiennes contre la possible éviction de familles palestiniennes au profit de colons, dans le quartier de Cheikh Jarrah, ont dégénéré en heurts avec la police sioniste. "Nous tenons Israël pour responsable des dangereux développements dans la Vieille Ville", a affirmé de son côté Mahmoud Abbas, le président palestinien en qualifiant les Palestiniens rassemblés sur l'esplanade de "peuple héroïque". Dans le quartier de Cheikh Jarrah, une centaine de Palestiniens sont de nouveau descendus dans la rue dans l'après-midi, mais la police sioniste les a dispersés à coups de grenades assourdissantes, selon l'agence AFP. Le Croissant rouge a fait état d'au moins quatre Palestiniens blessés. Les nouvelles agressions surviennent dans un contexte de vives tensions dans le secteur oriental d'El-Qods annexé par l'entité sioniste, et en Cisjordanie occupée

Le président palestinien, Mahmoud Abbas, a réclamé vendredi une session urgente du Conseil de sécurité de l'ONU face aux agressions israéliennes à Al-Qods occupée et l'expulsion de familles palestiniennes dans le quartier Sheikh Jarrah.

Depuis le début du mois sacré du Ramadhan, la ville sainte d'El-Qods, est le théâtre d'une série d'agressions des forces d'occupation israélienne en particulier après la prière des "Tarawih". Qualifiant les Palestiniens rassemblés sur l'esplanade des Mosquées de "peuple héroïque", M. Abbas, a tenu l'occupant israélien pour responsable des "dangereux développements dans la Vieille Ville", appelant la communauté internationale à assumer ses responsabilités pour mettre fin à l'agression "contre notre peuple et nos lieux Saints et de fournir une protection internationale à notre peuple qui défend ses droits légitimes et sa présence dans son pays d'origine".

M. Abbas a chargé l'ambassadeur de Palestine auprès de l'ONU de demander une session urgente du Conseil de sécurité des Nations Unies pour mettre en œuvre ses décisions relatives à Al-Qods et territoires palestiniens occupés. L'a diplomatie palestinienne a appelé le Conseil de sécurité de l'ONU et l'Unesco à assumer leurs responsabilités face aux agressions contre El-Aqsa et à condamner l'attaque "barbare" ciblant la ville Sainte d'El Qods.

Les habitants de Sheikh Jarrah avaient auparavant été déplacés de leurs maisons à Haïfa et Jaffa en 1948. Ils protestent aujourd'hui contre les décisions rendues par les autorités d'occupation d'évacuer des maisons palestiniennes construites en 1956 au profit des colons. Jusqu'à présent, 12 familles palestiniennes du quartier ont reçu des décisions d'expulsion.

ABBAS INTERPELLE L'ONU

Le président palestinien, Mahmoud Abbas, a réclamé vendredi une session urgente du Conseil de sécurité de l'ONU face aux agressions israéliennes à Al-Qods occupée et l'expulsion de familles palestiniennes dans le quartier Sheikh Jarrah.

Idir D & agences

COLOMBIE

Le président entame un dialogue avec les forces d'opposition

Le président colombien, Yvan Duque, a rencontré, vendredi, les forces d'opposition dans le cadre d'une démarche de concertations visant à trouver une issue à la crise politique sur fond de protestations ininterrompues depuis dix jours.

M. Duque a reçu au siège du gouvernement les dirigeants de la "Coalition de l'Espoir", qui ont demandé au président un "véritable" dialogue avec les organisateurs des protestations pour trouver des solutions à la grogne sociale. La tâche de convaincre les manifes-

tants se complique davantage, la direction des protestations, initiée le 28 avril par les principaux syndicats et le Comité national du chômage contre le projet de réforme fiscale, s'étant élargie tout comme les revendications. Vendredi, les manifestations ont été pour la plupart pacifiques, contrairement aux actes antérieurs de violence, de vandalisme et de confrontation avec les forces de sécurité qui ont fait au moins 24 morts et quelque 800 blessés, selon le Bureau du Médiateur.

Les Nations Unies, l'Union Européenne et les Etats-Unis, entre autres, se sont

préoccupés par l'usage "excessif" de la force, appelant au dialogue pour sortir de la crise.

Le gouvernement colombien a exprimé, vendredi, son rejet ferme des propos du président argentin Alberto Fernandez, qui s'est dit préoccupé par la "répression" des manifestations, ajoutant que "les institutions démocratiques colombiennes" ne seront pas discréditées par ce type de déclarations, en plus d'être une ingérence arbitraire, cherchant à alimenter la polarisation qui ne contribue pas à la coexistence et au consensus".

"Nous avons tenu une réunion productive avec la Coalition de l'Espoir, une excellente occasion de dialogue, au-delà des différences et des calculs politiques. Nous recherchons des solutions et un consensus pour le bien-être des Colombiens et garantissons la prise en charge des plus vulnérables", a écrit le président colombien sur ses réseaux sociaux. Cependant, le président a rejeté les accusations d'abus des forces de sécurité, évoquant les actes de vandalisme et la complicité de l'organisations criminelles.

R.I

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTRE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
DIRECTION DE L'URBANISME ET DE LA ARCHITECTURE ET DE LA CONSTRUCTION
DE LA WILAYA DE DJELFA
N°/...../DUAC/2021
N.I.F 099817019002328

1499

AVIS D'ANNULATION
D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément à l'article 82 du décret présidentiel n°15-247 la 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et délégation de service public, La direction de l'urbanisme et de la construction de la wilaya de Djelfa informe l'ensemble des soumissionnaires ayant répondu à l'avis d'appel d'offres ouvertes avec exigence de capacité minimal n° 32/2019. Paru sur le BOMOP et les quotidiens « El CHAHED » « La Nation » concernant :

N°	commune	Intitulé des Lots	Désignation des travaux	Obs.
01	Binne	Route Dayat Elben (63 logts)	V+A+EP	-
14	Amoura	Amoura Djadida 01-48 logts	V+A+EP	-

- est Annulé-

Tout soumissionnaire contestant le choix opéré par le service contractant dispose d'un délai de 10 jours à compter de la première parution du présent avis dans les quotidiens nationaux ou le BOMOP pour introduire un recours au près de la commission des marchés de wilaya. Les candidats soumissionnaire qui souhaitent prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leur candidatures à se rapprocher de nous services au plus tard trois (03) jours à compter du premier jours de la publication de cet annonces sur les quotidiens et le BOMOP.

LE DIRECTEUR

LA NATION 09/05/2021

ANEP 2116008451

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA D'ALGER
DIRECTION DE L'EDUCATION ALGER- OUEST

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCES DE CAPACITE MINIMALES
NIF : 410 002 000 016 085
Avis d'appel d'offre N /DEAO/2021

La Direction de l'Education d'Alger Ouest, lance un avis d'appel d'offres ouvert avec exigences de capacités minimales, pour

Acquisition des équipements scolaires au profit de 03 lycées à la cité des 10 000 Logements en location vente à sidi abdellah

Lot N° 1 : Mobilier De Classes et auditorium Et Mobilier Administratif
Lot N° 2 : Equipement Informatique Et Matériel Mécanographique

Les candidats spécialisés (fabricants, Importateurs ou grossistes) peuvent retirer le cahier des charges Auprès de :

DIRECTION DE L'EDUCATION ALGER-OUEST,
SERVICE DE LA PROGRAMMATION ET DU SUIVI,
HAI ALIOUA FODIL, AMARA 2 CHERAGA.

Les soumissionnaires admis à concourir sont ceux dont les capacités répondent aux critères sous cités :

- 1-Capacité professionnelle:** Etre spécialisé en la matière ayant la qualité de fabricant, importateur ou grossiste.
- 2-Capacité financière :** Ayant un minimum de chiffre d'affaire de la moyenne des trois dernières années (2017/2018/2019) supérieur ou égal à :
 - > Lot 01 : 15 000 000,00 DA
 - > Lot 02 : 3 000 000,00 DA
- 3-Capacité technique :** Référence professionnelles : ayant réalisé une prestation de même nature avec une administration publique (attestation de bonne exécution).

Les offres doivent être adressées à la Direction de l'éducation d'Alger-ouest, service de la programmation et du suivi, sous double enveloppe cachetée.

Dossier de candidature comprenant :

Toutes les pièces et documents énumérés à l'article 06 du cahier des charges entre autre (déclaration de candidature, déclaration de probité,.....)

L'offre technique sous enveloppe comprenant :

Toutes les pièces et documents énumérés à l'article 06 du cahier des charges entre autre (déclaration à souscrire, cahier des charges paraphé,...)

L'offre financière sous enveloppe comprenant :

- la lettre soumission - le bordereau des prix unitaires dûment signé.
- le devis quantitatif et estimatif de l'offre dûment signé.

Le Dossier de candidature, Les deux offres, technique et financière, doivent être intégrées dans une enveloppe Extérieure anonyme portant les mentions suivantes :

Madame la Directrice de l'éducation d'Alger-ouest

Avis d'appel d'offres ouvert avec exigences de capacités minimales
Acquisition des équipements scolaires au profit de 03 lycées à la cité des 10 000 logements en location vente à sidi abdellah

Ces offres devront parvenir le dernier jour de la durée de préparation des offres qui est de 10 jours, avant 12.00 H heure limite , à dater de la première publication du présent avis d'appel d'offres. L'ouverture des plis aura lieu le même jour, à 13.00h, en présence des soumissionnaires qui sont cordialement invités à l'adresse citée ci-dessus. Si ce jour coïncide avec un jour férié, ou un jour de repos légal, il sera prorogé au jour ouvrable suivant.

la durée de validité des offres est augmentée de trois (3) mois sépare la date de dépôt des offres, un moins supplémentaire sera accordé à l'attributaire du marché.

LA NATION 09/05/2021

ANEP 2116008509

**Espace
réservé
à la pub**

TECH

Bientôt des batteries au sodium sans anode : une révolution ?

Les chercheurs planchent sur des batteries sodium-ion depuis des années comme une alternative prometteuse aux batteries lithium-ion utilisées dans la plupart des appareils électroniques.

En plus d'être plus abondant, et donc moins cher, le sodium (Na) a un impact environnemental largement réduit par rapport au lithium. Toutefois, ces batteries présentent généralement une capacité et une durée de vie plus limitées. Dans une nouvelle étude publiée dans la revue *Advanced Science*, des chercheurs de l'Université Washington de Saint-Louis aux États-Unis sont parvenus à créer une batterie au sodium en supprimant tout simplement l'anode. Elle est remplacée par une feuille de cuivre comme capteur de courant. Plutôt que d'être captés par l'anode, les ions de sodium se transforment en métal puis se plaquent sur la feuille de cuivre. La phase de recharge de la batterie dissout ce métal et les ions retournent à la cathode. La suppression de l'anode permettra de réduire considérablement la taille des batteries.



« Toutes les instabilités de la batterie s'accumulent pendant le fonctionnement, a affirmé Peng Bai qui a dirigé la recherche. Ce qui compte vraiment est l'instabilité durant le processus dynamique, et il n'existe aucune méthode pour le caractériser. » La création de cet outil transparent a permis d'observer la formation du sodium métal en temps réel.

Réduire le contenu en eau pour réduire les dendrites

Les métaux alcalins comme le sodium réagissent à l'eau. En consultant les cellules capillaires, les chercheurs ont pu se rendre compte que le séchage de l'électrolyte était plus long. Le secret pour réduire la formation de dendrites et autres irrégularités a donc été de réduire la quantité d'eau dans l'électrolyte. « Le contenu en eau doit être à moins de 10 parties par million », a indiqué Peng Bai. Cette découverte peut surprendre par sa simplicité. « Nous avons prouvé que vous pouvez utiliser la solution la plus simple pour créer la meilleure batterie », résume Peng Bai. Les performances de cette nouvelle batterie

sont équivalentes aux accumulateurs lithium-ion classiques, avec la même densité d'énergie. Sans anode, elles seront donc plus petites et moins chères et pourraient impacter les prochaines générations d'appareils, aussi bien les smartphones que les voitures électriques.

Les deux liaisons « classiques » de l'ADN (adénine-thymine et guanine-cytosine), et la liaison précurseur de Z-T (2-aminoadénine-thymine). Cette dernière est plus stable que A-T car elle possède trois liaisons hydrogènes au lieu de deux.

Surtout, les chercheurs ont découvert comment les virus s'y prennent pour fabriquer la diaminopurine. Lorsque le virus injecte son ADN dans les bactéries pour s'y répliquer, les protéines purZ et purB produisent une molécule Z précurseur, qui est ensuite convertie en nucléotide Z. Ces phages détournent également les enzymes de l'hôte pour aider à synthétiser la diaminopurine et à l'incorporer dans le génome du phage. L'enzyme trouvée par l'équipe de Valérie Pezzo, au Génomoscope de l'Institut de biologie François Jacoben en France, et que les chercheurs ont

nommé DpoZ, affaiblit ainsi l'adénosine triphosphate et son précurseur, empêchant ainsi les phages d'incorporer A dans leur génome. « Les phages, porteurs de ce génome Z, pourraient être considérés comme une forme de vie différente », soutient Pierre Alexandre Kaminski, chercheur à l'Institut Pasteur en France et coauteur de la troisième étude publiée dans *Nature Communications*, dans un entretien au site *Live Science*. Le scientifique et son équipe ont étudié l'histoire évolutive de la protéine purZ et découvert un ancêtre de cette protéine dans des bactéries nommées purA et synthétisant le nucléotide A. « Cette connexion évolutive lointaine soulève la question de savoir si les protéines spécifiques au Z proviennent de gènes hôtes bactériens adaptés par les virus ou sont des vestiges d'une biologie préliminaire, où les génomes Z existaient beaucoup plus fréquemment », questionne l'article de *Science*.

Un tout nouveau champ d'applications

L'incorporation de Z dans le génome de virus modifiés pourrait permettre de développer des applications de phagothérapie contre les bactéries résistantes estime Suwen Zhao, principal auteur de l'étude chinoise. Étant plus stable et plus précis, il pourrait aussi améliorer la longévité et la capacité de ciblage des brins d'ADN utilisés en thérapie génique, ou encore servir à des applications dans l'environnement ou l'alimentation. « Les scientifiques rêvent depuis des années de la création d'un code ADN alternatif. Nos travaux montrent que la nature a déjà réalisé ce rêve », conclut Suwen Zhao.

BRÉSIL

La forêt amazonienne émet plus de CO2 qu'elle n'en absorbe

La forêt amazonienne brésilienne, victime du changement climatique et des activités humaines, à publier ces dix dernières années plus de carbone qu'elle n'en a absorbé, un basculement majeur et inédit, selon une étude publiée cette semaine. Sans les forêts, un des « poumons » de la Planète qui absorbe entre 25 et 30 % des gaz à effet de serre émis par l'Homme, le dérèglement climatique serait bien pire. Mais, depuis plusieurs années, les scientifiques s'inquiètent d'un essoufflement des forêts tropicales, et craignent qu'ils aient de moins en moins bien joué leur rôle de puits de carbone. Et l'inquiétude vient notamment de la forêt amazonienne, qui représente la moitié des forêts tropicales de la Planète. L'étude, publiée jeudi dans *Nature Climate Change* par une équipe internationale, se penche sur l'Amazonie brésilienne, qui représente 60 % de cette forêt primaire, et le constat est sombre. Entre 2010 et 2019, cette forêt a perdu de sa biomasse : les pertes de carbone de l'Amazonie brésilienne sont environ 18 % supérieures aux gains, a précisé dans un communiqué de l'Institut français de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae).

La forêt amazonienne, notre dernier rempart, pourrait basculer

« C'est la première fois qu'on a des chiffres qui montrent qu'on a basculé et que l'Amazonie brésilienne est émettrice » nette de carbone, explique à l'AFP l'un des auteurs, Jean-Pierre Wigneron, chercheur à l'Inrae. Pour l'instant, a priori, « les autres pays compensent les pertes de l'Amazonie brésilienne » et ainsi « l'ensemble de l'Amazonie n'a pas encore basculé, mais elle pourrait le faire bientôt », continue-t-il.

« Jusqu'à présent, les forêts, en particulier les forêts tropicales, nous protégeaient en permettant de freiner le réchauffement, mais notre dernier rempart, l'Amazonie, est en train de basculer », met en garde le chercheur. L'étude met d'autre part en avant la responsabilité méconnue, mais majeure, des « dégradations » de la forêt. Contrairement à la déforestation qui fait disparaître la surface boisée, les dégradations finissent tout ce qui peut l'abîmer, sans pour autant la détruire totalement : arbres fragilisés en bordure des zones déforestées, coupes sélectives, petits incendies, obtention des arbres liés à la sécheresse. Des moins atteints facilement décelables que de grandes étendues rasées. Utilisant un indice de végétation émis d'observations satellitaires micro-ondes, permettant de sonder l'ensemble de la strate de végétation et pas seulement le sommet de la canopée, l'étude de ces dégradations de la forêt ont enregistré à 73 % des pertes de carbone, contre 27 % pour la déforestation, pourtant de grande ampleur.

SCIENCE

Certains virus possèdent un mystérieux « génome Z »

Chez tous les êtres vivants (plantes, mammifères, invertébrés...), l'ADN est composé de la combinaison de quatre types de nucléotides, respectivement cytosine (C), thymine (T), adénine (A) et guanine (G). L'adénine se lie à la thymine et la cytosine à la guanine pour former la double hélice de l'ADN. En 1977, des scientifiques découvrent pourtant un phage, un virus mangeur de bactéries, où la base A est remplacée par la diaminopurine, notée Z, qui se lie à la thy-

mine de la même façon. En d'autres termes, l'alphabet CTAG est remplacé par un alphabet CTZG.

Une stratégie pour résister aux attaques

Pendant des décennies, les chercheurs ont essayé de comprendre comment cette substitution était possible et pourquoi ce virus avait troqué son code génétique A pour un génome Z. Ils ont notamment émis l'hypothèse que la substitution est une forme de tactique d'évasion, rendant

l'ADN du phage S-2L résistant aux protéines ciblant son ADN. L'ADN CTZG est également plus résistant aux températures élevées, et plus stable, ce qui pourrait lui permettre de résister à des conditions extrêmes et d'infecter un plus large éventail d'hôtes.

Un génome Z plus répandu qu'il n'y paraît

Mais alors que l'on pensait ce cas isolé, trois études montrent aujourd'hui que ce curieux alphabet alternatif est plus ré-

pandu qu'on ne l'estimait. Les chercheurs ont d'abord identifié deux protéines majeures impliquées dans la fabrication du nucléotide Z, nommées purZ et purB. « En recherchant dans des bases de données génomiques des séquences PurZ similaires, un ensemble diversifié de 50 à 100 génomes contenant PurZ a été identifié, principalement à partir de bactériophages, mais aussi de plusieurs archées et bactéries », atteste un article accompagnant deux des études et publié dans *Science*.

TÉLÉ

VISION



STAR Chicago Fire

21h06



Une odeur infecte rend la vie difficile à la caserne 51. Herrmann, Mouch et Otis tentent de découvrir d'où elle provient.

TF1 Radin !

21h05



Tourmenté in utero par les disputes de ses parents, François Gautier naît avec la conscience extrême du coût de l'argent.

france 2 Django Unchained

21h05



Alors qu'ils escortent des esclaves au Texas, les frères Speck croisent un étrange dentiste, King Schultz.

TFX Baby Driver

21h05



Griff, Buddy et Darling viennent de braquer une banque et prennent la fuite. Tous travaillent pour le compte de Doc.

W9 NCIS : Los Angeles

21h05



Turner, un ancien co-équipier de Sam, l'appelle en pleine nuit pour qu'il lui vienne en aide.

CANAL+ Rennes / Paris-SG

21h00



Marco Verratti et ses coéquipiers du PSG doivent lutter âprement pour conserver leur titre.



Cold Case : affaires classées

21h05



Lors d'une opération de saisie de drogue, les policiers découvrent dans un congélateur la main d'un ancien détenu, Pete Doyle.

La société de Jessica Alba est entrée en bourse et continue son ascension



L'entreprise de l'actrice, The Honest & Co., qui a fait son entrée en bourse, est désormais évaluée à 2,5 milliards de dollars.

Ce 5 mai 2021 était un grand jour pour Jessica Alba et sa société, The Honest Co. L'actrice et femme d'affaires faisait entrer en bourse son entreprise de produits éco de beauté, d'entretien et pour les bébés, créée il y a près de 10 ans. Sur TikTok et Instagram, la star a posté la même vidéo de ce moment important, dans laquelle on peut la voir se préparer, comme tous les matins... avant que le montage ne la propulse d'un seul coup à la bourse de New York, sous les confettis - et les bruits de cloche - qui annonçaient l'introduction au Nasdaq de The Honest Co. L'introduction en Bourse de The Honest Co. n'est pas seulement importante pour Jessica Alba, c'était aussi un jour historique pour le Nasdaq. A 40 ans, la star est la plus jeune femme originaire d'Amérique Latine à voir son entreprise cotée. Et il ne fait aucun doute que le succès de sa société devrait se poursuivre. D'après Bloomberg, Jessica Alba, qui possède la majorité des parts de la firme, aurait gagné 122 millions de dollars quand les actions de The Honest Co. ont grimpé de 40 % sur sa première journée à la bourse de New York.

L'actrice de Fantastic Four a créé The Honest Co. en 2012, après avoir été inspirée par la naissance de sa fille Honor, quatre ans plus tôt, lorsqu'elle s'est rendu compte qu'il était difficile de trouver des produits éco-friendly et de qualité pour ses enfants. Depuis, l'actrice a pris les choses en main...

Entièrement basée sur son mode de vie - qu'elle détaillera dans son livre The Honest Life en 2013 - The Honest & Co. est valorisée à environ 1 milliard de dollars en 2015, permettant à Jessica Alba de devenir l'entrepreneuse la plus riche des États-Unis selon le magazine Forbes.

Quotidien National d'Information
Édité par la SARL NATION EDITION
Capital social de 100 000,00 DA

Directeur général
Omar ATTIA

Directeur de la Publication
Mohamed BOUAZDIA

Impression
Centre : SIA
Est : SIE
Sud : SIA
Ouest : SIO

Distribution
Centre : La Nation
Est : La Nation
Sud : La Nation
Ouest : La Nation

Pour toutes vos publicités, contacter
ANEP, 1 rue Pasteur
Alger-Centre
Tél/Fax : 023 50 80 05

Siège social
30, rue Mehdi Ben Toumert, Bologhine, Alger

Siège de la rédaction
3, rue Ali Boumendjel, Square Port-Saïd, Alger-Centre
Tél/Fax : 021 71 47 67

RIB : BDL 005 00170 4002162000 18

Tous les manuscrits, lettres et tous documents remis à la rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

LE FESTIVAL DU CINÉMA MÉDITERRANÉEN DE TÉTOUAN

La 26^e édition dévoile la composition de ses jurys dont l'algérien Hamid Benamra

Neuf longs métrages de fiction et 6 documentaires sont en lice dans le cadre de cette édition réduite et en version virtuelle.

Le Festival international du cinéma méditerranéen de Tétouan au Maroc a dévoilé les membres qui composent les jurys de la 26^e édition, qui se déroulera, en format digital, du 4 au 10 juin prochain.

« Des noms de renommée internationale, de formation diversifiée, reconnus pour leur grand apport au cinéma méditerranéen, composent les membres des trois jurys de la 26^e édition du FCMT », indique un communiqué de la fondation du festival.

Le jury des longs métrages de fiction sera présidé par le réalisateur, scénariste et producteur franco-ivoirien, Jacques Trabi. Il sera entouré, pour assurer sa mission délicate, par Mabel Lozano, actrice et cinéaste espagnole, Mohamed Laroussi, écrivain marocain, scénariste et critique de cinéma, et Mohamed El Baz, artiste-peintre marocain.

Quant au jury du film documentaire, il sera présidé par la réalisatrice, actrice et photographe française, Marion Stalens. Elle sera accompagnée de Hamid Benamra, réalisateur et critique de cinéma algérien, de Fanny Aubert Malaurie, conseillère cinéma au département de Paris (France), d'Irit Neidhardt, productrice, distributrice et critique de cinéma (Mec film, Allemagne) et du tunisien Fathi



Kharat, ancien secrétaire général de Festival de Carthage et ex-directeur du centre national du cinéma et de l'image en Tunisie. La mission du président du jury de la critique « Mustapha Mesnaoui » est confiée à Nasri Hajjaj, réalisateur, écrivain et journaliste palestinien. Il sera assisté par Amal Al Ajmal, professeur des arts en Egypte, de Laila Charadi, de Lourdes Palacios et de Adil Semmar.

Dans la catégorie des longs métrages, les films en lice sont « Stitches » (Savovi) du réalisateur serbe, Miroslav Terzić, « Le père (Bashata) », de Kristina Grozeva

et Petar Valchanov (Bulgarie), « Les héros ne meurent jamais » de Aude Léa Rapin (France), « 1982 » de Ouaid Mouaness (Liban), « Entre ciel et terre » de Najwa Najjar (Palestine), « Les épouvantails » de Nouri Bouzid (Tunisie), « Les femmes du pavillon J » de Mahamed Nadif (Maroc), « Zizotek » de Vardis Marinakis (Grèce), et « Steppe, Bozkir » de Ali Özel (Turquie).

Concernant la catégorie du documentaire, les films en compétition sont « A l'Aube de nos rêves » de Emna Mrabet (Tunisie), « Zumi-riki » de Oskar Alegria (Espagne), « Mineurs » de Mortada Ouahib

(France), « Avant le déclin du jour » de Ali Essafi (Maroc), « La reine Lear » (Queen Lear), de Kraljice Learby et Pelin Esmer (Turquie), et « For Sama » de Waad al-Kateab (Syrie).

Quant à la programmation spéciale de la Fédération internationale de la presse cinématographique (FIPRECI), elle comprend les films marquants qui ont reçu le prix de la Fédération en 2019. Il s'agit des films « J'accuse » de Roman Polanski (France), « Lillian » de Andreas Horvath (Autriche) et « Les trois soeurs » de Emin Alper (Turquie).

Nor.H

Harry Potter et Les Animaux Fantastiques : une exposition magique et inédite bientôt dans le monde entier

Warner Bros prépare une grande exposition réunissant les univers des sagas Harry Potter et Les Animaux fantastiques. Elle fera le tour du monde en passant par Paris en 2022. Si les pays exacts ne sont pas encore connus, c'est une véritable tournée mondiale qui passera par l'Amérique du Nord, l'Amérique latine, l'Asie, le Moyen-Orient, l'Afrique et l'Europe d'après le site Actualité. La ville de Paris fera certainement partie des lieux élus pour recevoir cette incroyable exposition qui nécessitera entre 10.000 à 20.000 m² d'installation selon les emplacements. Au programme, immersion dans les lieux ensorcelés, promenade parmi les personnages, les créatures extraordinaires d'Harry Potter et des Animaux Fantastiques, présentation d'accessoires et de costumes originaux des films et découverte des décors magiques... de quoi ravir tous les petits et grands potterheads ! « Cette exposition itinérante révolutionnaire présentera des environnements magnifiquement conçus qui rendront hommage aux personnages, lieux et créatures bien-aimés vus dans les films, tout en explorant la magie cinématographique qui leur a donné vie. Les visiteurs pourront voir de près les accessoires authentiques et les costumes originaux des films Harry Potter et Les Animaux fantastiques, tout en s'engageant dans des décors et des installations innovants, impressionnants et magiques », annonce la Warner Bros dans un communiqué.

N.C

Histoire: Des œuvres littéraires sur les massacres du 8 mai 1945

Les massacres du 8 mai 1945 ont été abordés par certaines œuvres littéraires, dont la majorité ont été écrites par des écrivains originaires de la ville de Sétif ayant vécu ces événements tragiques durant leur jeune âge ou entendu parlé dans leur entourage, où qui ont même conduit certaines d'entre eux en prison, toutefois, cet incident, qui reste réservé aux livres d'histoire, a été rarement le sujet des œuvres littéraires.

Dans son œuvre célèbre "Nedjma", l'écrivain Kateb Yacine a abordé ces massacres à travers quelques chapitres dans lesquels il a évoqué sa participation, à l'âge de 16 ans, à ces manifestations, son incarcération et sa condamnation à mort.

Par ailleurs, le roman "Talgouda" de l'écrivain Omar Mokhtar Chaalal a mis la lumière sur ces massacres et raconte une partie de la biographie et de la lutte du journaliste et militant dans le mouvement national, Abdelhamid Benzine (ami de Kateb Yacine) durant la période entre 1931 et 1945. Une partie de ce roman a été dédiée à la participation de Benzine à ces manifestations à Sétif après la fin de la 2e Guerre mondiale sous la direction du mouvement des Amis du manifeste et de la liberté, lesquelles avaient pour objectif de rappeler les

promesses faites par les français aux Algériens et aux autres peuples colonisés concernant le droit à l'autodétermination. La réaction de l'occupant français fut sévère pour Benzine et l'a forcé à quitter la ville avant de revenir après que les choses se soient calmées.

Il a été incarcéré et torturé avant d'être remis en liberté en 1946. Parmi ces œuvres "Houba et la quête du Mahdi attendu" d'Az-zedine Djellaoudji qui s'est penchée sur l'émergence du mouvement national à Sétif ainsi que la prise de conscience chez ses habitants en particulier et les Algériens en général. Cette œuvre a traité en détail les massacres du 8 mai.

Ces massacres sont en général absents dans la littérature algérienne aussi bien arabo-phonie que francophone. Les romans se sont contentés de faire allusion à ses massacres. Pour le critique Mohamed Sari, ces massacres constituent un événement tragique qui a été traité plus dans les textes historiques que ceux littéraires". L'écrivain Mohamed Benziane estime, de son côté, que le non traitement de cet événement dans des romans est dû à plusieurs facteurs dont le fait que le roman algérien n'est apparu que durant les années 1940.

R.C

Serbie: le festival de musique Exit aura lieu en juillet, malgré le Covid

Le festival international de musique Exit, qui attire habituellement des dizaines de milliers de spectateurs à Novi Sad en Serbie, aura lieu en juillet, avec l'ambition d'être le premier événement de cet ampleur organisé en Europe depuis le début de la pandémie. Le porte-parole du festival Sanjin Djukic a affirmé que des experts médicaux avaient décidé qu'il était possible d'organiser le festival d'une manière sûre sur le plan sanitaire si les spectateurs produisaient des certificats de vaccination ou des résultats négatifs de tests. Des stars de la musique comme David Guetta, DJ Snake, Nina Kraviz, Tyga, Sepultura et Metronomy sont au programme. Pour l'édition 2021, les organisateurs s'inspirent des concerts tests qui ont eu lieu récemment en Espagne et en Angleterre, apparemment sans conséquences pour ce qui concerne les contaminations. Mais même si la courbe des contaminations baisse peu à peu en Serbie, les épidémiologistes sont réticents concernant un événement d'une telle ampleur, d'autant plus que de nombreux spectateurs viennent de l'étranger. Les organisateurs ont bénéficié d'un élan énorme lorsque la mairie de Novi Sad a donné fin avril son accord pour le déroulement du festival. Le festival, qui est né il y a vingt ans dans le cadre d'un mouvement de protestation contre l'homme fort de l'époque Slobodan Milosevic, a accueilli des stars telles que The Cure, Beastie Boys, l'ancien chanteur de Led Zeppelin Robert Plant, Manu Chao et Wu-Tang Clan. De nombreux événements musicaux de premier plan en Europe ont été annulés, y compris dans des pays où les taux de vaccination sont meilleurs qu'en Serbie, comme le Royaume-Uni et la Hongrie.

AFP

Netflix dévoile enfin la bande-annonce du film Sailor Moon Eternal !

Le dessin animé culte des années 90, Sailor Moon, revient sur Netflix dans un long-métrage d'animation inédit ! Elle vient de mettre en ligne une bande-annonce qui risque de faire le buzz. La plateforme dévoile les images de Sailor Moon Eternal. Face au succès de la culture japonaise, Netflix est prête à tout pour satisfaire ses clients. D'ailleurs, la plateforme semble même vouloir prendre une position claire face à ce phénomène. En mars dernier, elle annonçait ainsi une grande nouvelle. Et ce, lors du stream de la convention AnimeJapan de Tokyo. Eh oui ! Plus de 40 titres vont venir s'ajouter au catalogue de manga. Une bonne nouvelle pour les fans du genre. Divisé en deux parties, il sera disponible à partir du 3 juin prochain sur la plateforme de streaming Netflix. « C'est un rêve devenu réalité pour nous tous chez Netflix, que Pretty Guardian Sailor Moon Eternal The Movie rejoigne notre vaste liste d'animé et partage cette incroyable histoire avec les fans du monde entier », a déclaré Ema Hirayama, Directrice de la plateforme. L'intrigue nous transportera comme par magie à Tokyo, en avril, pendant la majestueuse saison des cerisiers en fleurs : Les jolies gardiennes de l'amour et de la justice reviennent dans deux nouvelles séances où les beaux rêves se réalisent ! Retrouvez toutes vos Sailor gardiennes préférées dans leur combat contre le Cirque de la lune morte où elles réveillent de nouveaux pouvoirs éblouissants dans ces films basés sur l'arc populaire « Dream » et la magie de la saga iconique de Naoko Takeuchi.

R.C

Amazon Prime va diffuser le film «Cendrillon» avec Camila Cabello

Le film Cendrillon, mettant en vedette Camila Cabello dans le rôle de la princesse culte, aura ses débuts au cinéma. Covid exige, Sony Pictures a ainsi accepté de donner à Amazon Studios les droits de diffuser Cendrillon dans le monde entier. En effet, de nombreux cinémas ont du fermé à fermer et ont cessé de fonctionner. Et alors que Cendrillon devait sortir en salles le 5 février dernier, Sony Pictures a décidé de reporter sa sortie le 16 juillet. En attendant, la star Camila Cabello fera ses débuts avec Cendrillon sur la plateforme de Streaming Amazon Prime Vidéo. Ce choix est le même que pour les deux films Fatherhood et Vivo, dont les droits ont été cédés à Amazon et à Netflix. Mais ce n'est pas tout ! Sony a aussi vendu «An American Pickle» de Seth Rogen à HBO Max et la comédie romantique de Kristen Stewart «Happiest Season» à Hulu. Choc ! Sony avait initialement l'intention de présenter Cendrillon sur grand écran en juillet. Mais avec la fréquentation des salles de cinéma ultra faible, le studio a opté pour une licence du film à Amazon Prime. Sony va tout de même conserver ses droits en Chine. Sans surprise, Sony a ainsi si-phonné presque tous ses films qui ne présentent pas de super héros d'un autre monde... Avec Camila Cabello en tête d'affiche, Billy Porter incarnera la marraine des fées de Cendrillon. Idina Menzel jouera sa méchante belle-mère. Elles joueront aussi au côté de Nicholas Galitzine dans le rôle du prince Robert, Pierce Brosnan dans le rôle du roi Rowan et Minnie Driver dans le rôle de la reine Béatrice.

N.C

Nombres croisés

	1	2	3	4	5	6
I						
II						
III						
IV						
V						
VI						

HORIZONTALEMENT

I. Cette année-là, on a marché sur la Lune. II. Puissance de 2. Nombre d'années nécessaires aux noces de cristal. III. Longueur en km du fleuve Nil. IV. Département du Puy-de-Dôme. Un petit modèle de la gamme Peugeot. V. Altitude estimée de l'Everest. VI. Nombre de coups à faire pour bien s'amuser. C'est vraiment nul !

VERTICALEMENT

1. Carré de 36. 2. Département du Val-d'Oise. Dernier-né de la gamme Airbus. 3. Un chiffre apocalyptique. Un certain nombre de jours pour faire le tour du monde. 4. Puissance de 5. 5. Indispensable à savoir pour que le courrier arrive à la Rochelle. 6. Marignan !

Grille muette N° 232

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												
11												
12												

Horizontalement

1 Ne sont pas labiles. 2 Dans le Deccan.- Interjection. 3 Presque séculaire. 4 Couverts de marques.- Fille d'Eurytos. 5 Montre son appartenance à un groupe.- En 81 ou en 12. 6 Patrie de Garibaldi.- Assiette.- Saint du nord, par l'est. 7 Pour faire sortir de l'église.- Vivement coloré. 8 Traverse Iakoutsk.- Chanteur du 'Kilimandjaro'. 9 Hallucino-gène.- Brillante. 10 Prendre la poudre d'escampette.- Unité indienne de masse. 11 Ne présentent pas de différences.- Sans gain. 12 Telles des perruches.

Verticalement

1 Arbre de mort. 2 Firent entrer Babylone dans l'histoire.- Terre-Mère. 3 Princesse hindoue.- Ville du Gard. 4 Poète anglais.- Avec elles. 5 Rapporte moins que l'albatros.- Eut son centre d'observation. 6 Partie centrale de la Suède.- Lettres d'entreprise. 7 Débutent l'été. 8 Volcan sans fond.- Volcan indonésien.- Sur la rose. 9 Simplement par manque d'expérience. 10 Neveu d'Abraham.- S'attachent aux côlons. 11 Préposition.- Nom papal ou ville mexicaine.- Secrétaire de Dieu ? 12 Vers marins qui ont du panache.- Âne de Shakespeare.

Mots croisés grille N° 232

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												
11												
12												

Horizontalement

1 N'est pas nationale. 2 Châteaux de cartes. 3 P qui se prononce r.- Francium.- Face à l'envers. 4 Le grand fond.- Formule. 5 Pierre arlequine.- Cité mésopotamienne. 6 Dans le népenthès.- N'en est pas revenu. 7 Ne fait pas ou peu de perspectives.- Abrupts. 8 Singe.- Coupe de chevalier. 9 Traitements anti-sueur. 10 N'est pas droite.- Sans effets spéciaux. 11 Au-delà de simples critiques. 12 Sélénium.- Noyer en plusieurs exemplaires.

Verticalement

1 Viennoises. 2 Issue de secours. 3 Viennoise. 4 Sodium.- Pronom personnel.- On y ramait. 5 Des moments difficiles.- Oppidum méditerranéen, de haut en bas. 6 Apporte la preuve.- Village insulaire estonien. 7 Doublement vert.- Titre du Renaudot 1965 (deux mots). 8 Lysine décarboxylase.- Ce n'est pas un jeudi noir. 9 Coulée de lave.- Vierge.- Fin de mois. 10 Ne prendras pas en considération.- Proue de navire. 11 Pirate ou écrivain anglais(e).- S'est mis en ordre. 12 Le corps et le sang de Jésus-Christ.- Ville iranienne ou italienne.

Ibn Qayyim رحمه الله اذيت dans
« Zad al-Ma'ad fi Hadit Khayr al-'Ibad » :

« La prière est une cause de subsistance, elle préserve la santé, elle repousse le mal, elle constitue un remède, elle renforce le cœur, elle blanchit le visage, elle réjouit l'âme, elle chasse la paresse, elle stimule les membres du corps, elle augmente la force, elle ouvre la poitrine, elle nourrit l'âme, illumine le cœur, préserve les bienfaits et repousse les épreuves, elle amène la bénédiction, éloigne le diable et rapproche du Tout-Miséricordieux. »

Volume - Médecine prophétique - page 304

Ça s'est passé un...9 Mai

1877 : La Roumanie se proclame indépendante



Le 9 mai 1877, la Roumanie proclame son indépendance à la faveur d'une guerre entre les Russes et l'occupant turc. L'indépendance du pays sera reconnue l'année suivante à la conférence de Berlin.

1893 : Le divertissement d'Edison



Le 9 mai 1893, Thomas Edison présente à 200 invités du Brooklyn Institute of Arts and Science sa nouvelle invention, le kinétoscope, un appareil individuel à reproduire les images animées. L'invention passe à la trappe après la présentation, quelques mois plus tard, à Paris, du cinématographe des frères Lumière, spectacle collectif et non divertissement individuel.

1960 : Mise en vente de la pilule contraceptive aux États-Unis



Le 9 mai 1960, la pilule contraceptive, mise au point par un Américain, le docteur Pincus, est commercialisée aux États-Unis. Symbole de la libération sexuelle de la femme, elle opère un basculement du rapport de forces entre les hommes et les femmes et fait partie des innovations majeures du XXème siècle.

Mots Fléchés N° 232

SITUÉES AU SUD	MATIERE DE POLO	RICHESSE D'UN PAYS	PLAQUE DE CUISSON	CONFIRMÉ	FIS UN RETRAIT	PORTÉE DUREMENT
RENDRE SOLIDE	ARAIGNÉE DU SUD	PRÉNOM ANCIEN	TEMPS DE GÉOLOGUE	VÉTÉRINAIRES	ÉLEVÂT	INUTILES
COUPERAIS RAS				MARSU-PIAUX		
LIEU DE RECONFORT		NONNE				
		PASSÉ LES MENOTTES				
RÉVÈLE			ÉTENDUE INCULTE			IL DONNE LA DATE
CESSATION						PARCOURRAIT
	PAS GÉNÉ			DÉPUTÉE		
	ANCIEN FRANÇAIS			ABATTU		
BASE DE L'OREILLE DES ESQUIMAUX		SOUTIEN DE POUTRE	TERRE DE POTIER			
		LOI JUIVE	LE PÈRE DE ZAZIE			
			MULTIPLE DE DEUX			COUP DE FOUDE
			MUSÉUM DE COCHON			
TERME DE COMBINÉ		PASSAGES EN COURS			VIEILLE RÉSINE MÉDICALE	
OVATION		TITRE DE LIVRE			CONVAINCU	
		BRUITS JOYEUX			ACCORD D'ESPAGNE	EMBAUCHÉE
		ENTOURE			UNE LE FRANÇAISE	
SALÉE	ARME À BOULETS			TABLE DE FIDÈLES		
	LA MÈRE DE TOUS			RENDU PLUS FORT		
		RENDRE PLUS DOUX				ÉMISSION PUÉRILE
		VASES GRECS				UN DOIGT POUR UNIR
SUPPORT DANS LA CHEMINÉE	TELS DES CHEMINS				PROCÈDE	
	ALTIÈRE				FRUITS DE MONTAGNE	
			VILLE EN RUINE			
			CUIVRE	ENNEMI DE L'ORDRE SOCIAL		
UN DES ÉVANGÉLISTES	ASTUCE					
	BÈLEMENT			FRUIT À CONFITURE		DURCI À L'AMIDON
		ATERRI DANS L'ESPACE		SE DIT INNOCENT		
		COLORE			GRANDE AFFLUENCE	
SE DONNE BEAUCOUP DE MAL			DÉTOURNE L'ATTAQUE		VILLE DU BRESIL	
COUPLE					FROMAGE DE VACHÈ	
		RECETTE ESPAGNOLE				PARTIE FRAGILE DU FEMUR
		TROUQUET				
HABITUÉS DU COIN	CHALET			BONHEUR		
	D'AVANT					
		MIT EN POSITION DE TIR			ARCHER	
DÉTESTE				INCAPABLE D'ABOYER		

Mots mêlés

R A E N I E R F F O C R I C N	AIRBAG	MOTEUR
I I E S E I G U O B O R S A O	AUTORADIO	PEDALE
O R M O T E U R M O U U U R X	BATTERIE	PERMIS
V B U U T E R E I T R O P T A	BOUGIE	PHARE
R A F P T E N I N A R B E N L	CALANDRE	PISTON
E G N A D I V J D P O M R A K	CAPOT	PNEU
S U S P E N S I O N I A U L F	CARTER	PORTIERE
E I R E T T A B R L E T T O I	CEINTURE	RADIATEUR
R S S A U T O R A D I O N V L	CHASSIS	RESERVOIR
D C T S E S S R U E R V I L T	COFFRE	RIVET
N A A U A I E C O M P T E U R	COMPTEUR	SOUPAPE
A P R R M H E L A D E P C U E	COURROIE	STARTER
L O T R T E C N E S S E A L R	CRIC	SUPER
A T E U R E L E S E I D O R S	DIESEL	SUSPENSION
C P R P H A R E P I S T O N T	ENJOLIVEUR	TAMBOUR
	ESSENCE	TOLE
	FILTRE	TRAPPE
	FREIN	VIDANGE
	FUMÉE	VITESSE
	KLAXON	VOLANT
	LIVREUR	

Découverte du cadavre d'une personne à Oued Mitar à Boussaâda

Le cadavre d'une personne non identifiée dans l'immédiat a été découvert samedi dans le lit de l'Oued Mitar de Boussaâda (M'sila) par les éléments de la Protection civile, qui recherchent depuis jeudi des personnes portées disparues suite aux crues de ce cours d'eau, ont rapporté les services de la Protection civile (PC). Il pourrait s'agir d'un jeune homme qui se trouvait avec deux victimes sorties d'une voiture retrouvée dans ce même cours, a-t-on indiqué. Une voiture vide a été également retrouvée vendredi et pourrait appartenir à un avocat porté disparu, a-t-on ajouté. Les crues enregistrées jeudi dans la wilaya avaient causé la mort de quatre (4) personnes, alors que deux autres sont portées disparues, selon la Protection civile.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

Trois morts dans les wilayas de Biskra et Oran

Trois personnes ont trouvé la mort dans deux accidents de la circulation dans les wilayas de Biskra et Oran. A Biskra, deux personnes ont trouvé la mort dans une collision entre un motocycle et un véhicule touristique survenue dans la nuit du vendredi au samedi dans la région "Chegga" dans la commune d'Oumaché (18 km à l'ouest de Biskra), ont indiqué les services de la Direc-

tion de la Protection civile de Biskra. L'accident qui s'est produit sur la RN 3 liant Biskra à Ouargla dans la région de "Chegga", est survenu après une collision entre un motocycle et un véhicule touristique, précise la source. L'accident a fait deux morts décédés sur le coup, à savoir : (A. B, 17 ans) et (S. B, 11 ans), qui étaient à bord du motocycle, ajoute-t-on de même source. A Oran, une personne est morte dans une collision, survenue vendredi entre un camion et un train de transport de voyageurs assurant une navette sur la ligne ferroviaire Oran-Ain Temouchent, a-t-on appris des services de la protection civile. L'accident s'est produit à 16h22 sur la ligne ferroviaire dans la localité d'Ain El Beida (Es-Sénia) faisant un mort sur le coup, le conducteur du camion âgé de 59 ans, a-t-on indiqué.

FERROVIAIRE M'SILA-ALGER

Vers la mise en exploitation d'une nouvelle ligne

Une nouvelle ligne de transport ferroviaire M'sila-Alger sera "prochainement" mise en exploitation après plus de quatre années de suspension, a-t-on appris samedi de la direction de wilaya des transports. Le train desservant cette nouvelle ligne partira lundi à 5h00 de M'sila passant par Bordj Bou Arreridj, Bouira et Boumerdes pour arriver à Alger à 8h00, a précisé la même source,

indiquant que le train prendra le chemin du retour à 16 h00 avant d'arriver à M'sila vers 20h00. Cette desserte quotidienne est assurée par un train auto-raile, selon la même source, ajoutant que l'ouverture de cette ligne s'inscrit dans le cadre de la diversification de l'offre de la Société Nationale des Transports Ferroviaires (SNTF). Pour encourager l'utilisation du train, la direction de la SNTF a proposé aux voyageurs des tarifs réduits allant jusqu'à 60%, a encore fait savoir la direction de wilaya des transports. Pour rappel, la ligne du train M'sila -Alger a été suspendue depuis plus de quatre années pour des raisons liées aux tarifs et au temps de passage du train. Ce dernier, qui prenait le chemin à partir de Batna passant par M'sila à 9h00, n'arrangeait pas les voyageurs.

HORAIRE DES PRIERES

SOBH	DOHR	ASSER	MAGHREB	ICHA
04:00	13:03	16:33	19:48	21:09

Météo

Alger	☀️	23	Tizi Ouzou	☀️	25
Tiaret	☀️	22	Béjaïa	☀️	23
Constantine	☀️	26	Oran	☀️	24

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

208 nouveaux cas et 6 décès

Deux cent huit (208) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 131 guérisons et 6 décès ont été enregistrés en Algérie, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière. Le total des cas confirmés de Coronavirus s'élève ainsi à 123.900, dont 208 nouveaux cas, celui des décès à 3.321 cas, alors que le nombre de patients guéris atteint 86.280 cas, a précisé le communiqué. Par ailleurs, 25 patients sont ac-

tuellement en soins intensifs, a ajouté la même source. En outre, 28 wilayas n'ont recensé aucun cas en 24 heures, 12 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, alors que 8 wilayas ont recensé plus de 10 cas. Le ministère de la Santé rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du confinement et du port du masque.

BEN M'HIDI (EL TARF)

62 personnes victimes d'une intoxication alimentaire

Soixante-deux (62) personnes résidant dans la commune de Ben M'Hidi (El Tarf) ont été victimes, dans la nuit de vendredi à samedi d'une intoxication alimentaire, a-t-on appris auprès du directeur de la santé et de la population de la wilaya. Pris de douleurs abdominales, de vomissements et autres symptômes, après avoir consommé des brioches fourrées de chocolat et du quail El Louz, 62 citoyens se sont rendus aux urgences de la polyclinique de cette collectivité locale où ils ont reçu les soins nécessaires avant

de regagner leurs domiciles, a affirmé Hadj abderahmane Bada. Le directeur local de la santé et de la population s'est déplacé dans la même nuit pour s'enquérir de la santé des victimes de cette intoxication et a demandé qu'une enquête soit ouverte pour déterminer les causes exactes de cette intoxication. Aussi, des prélèvements de produits alimentaires suspectés ont été effectués et transmis au laboratoire d'analyses afin de déterminer l'origine de cette intoxication alimentaire, a-t-on ajouté de même source.

BENI ABBÈS

Opération de recherches d'une personne disparue dans le grand Erg occidental

Une opération de recherches pour retrouver une personne portée disparue au milieu des dunes de sable du grand Erg occidental a été lancée samedi matin par les éléments de la protection civile (PC), à proximité de la localité de Ksar de Ben Abdelkader au sud du chef-lieu de la wilaya de Beni-Abbes, a-t-on appris de la cellule de communication de la direction de ce corps constitué à Bechar.

"Une quinzaine d'éléments de la protection civile relevant des unités secondaires de ce corps des communes de Kerzaz et Ouled-Khodeir, dotés de moyens de communication ainsi que de matériels et moyens mobiles (4x4), sont mis à profit pour retrouver cette personne disparue dans un environnement naturel des plus difficiles,

situé à plus de 400 km au sud de Bechar", a-t-on précisé. Cette opération de recherches est menée avec la contribution des éléments de la gendarmerie nationale (GN) et des citoyens tant du Ksar Ben-Abdelkader que ceux des localités avoisinantes, a précisé dans une déclaration téléphonique avec l'APS, le directeur local de la protection civile, le capitaine Nasreddine Kaddioui. Le dernier contact téléphonique entre cette personne disparue âgée d'une trentaine d'années et sa famille a eu lieu le jeudi en fin d'après-midi, a indiqué le capitaine Kaddioui, qui dirige les opérations de recherches.

Le grand Erg occidental est l'un des grands massifs de dunes dans le sud-ouest du pays qui s'étend sur une superficie de 78.000 KM2.

GRAVEMENT MALADE

L'artiste Salah Aougrouit transféré en France pour des soins



L'artiste et comédien Salah Aougrouit a été transféré hier en France pour des soins, a-t-on appris auprès du ministère de la Culture. Hospitalisé depuis presque une semaine à la clinique "les Glycines" à

Alger, l'acteur principal de la série télévisuelle Achour El Acher I et II a été transféré à bord d'un vol spécial vers la France, suite à une instruction du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, ordonnant une prise en charge "totale" de l'artiste.

Le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière avait engagé, mardi dernier, les démarches nécessaires pour une prise en charge sanitaire "totale" de l'artiste Salah Aougrouit, à l'issue de la visite que lui a rendu le premier responsable du secteur, Abderrahmane Benbouzid, sur instruction du président Tebboune.

Le ministre a promis la prise en charge sanitaire, dans les "plus brefs délais", de l'artiste Salah Aougrouit. De son côté, le ministre du Travail, de l'emploi et de la sécurité sociale, El Hachemi Djaaboub, avait exprimé sa disponibilité à transférer

l'artiste Salah Aougrouit à l'étranger pour des soins, si les services médicaux le décident.

La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda avait donné, elle aussi, des instructions pour la prise en charge "immédiate" de l'état de santé de l'artiste, Salah Aougrouit, victime d'un malaise soudain.

Des messages de soutien lui ont été également adressés via les réseaux sociaux par des millions d'Algériens.

Salah Aougrouit est un humoriste, acteur, scénariste et animateur de télévision et de radio. Il œuvre principalement dans le registre comique.

Le grand public retient surtout de ses prestations ses rôles campés dans le film "Carnaval fi Dechra" ainsi que dans les séries "Djemai Family", "Nass M'lah City 1 et 2" et "Achour El Acher I et II".

SÉTIF

L'ambassadeur de France dépose une gerbe de fleurs devant la stèle de Saal Bouzid

L'ambassadeur de France en Algérie, François Gouyette, s'est rendu, hier à Sétif, où il a déposé une gerbe de fleurs devant la stèle commémorative de Saal Bouzid, premier martyr des massacres du 8 mai 1945. Dans une déclaration à la presse en marge d'une rencontre nationale sur "les crimes du colonialisme dans le monde (8 mai 1945 comme modèle)", organisée à l'occasion de la célébration de la journée nationale de la mémoire et de la commémoration du 76e anniversaire des massacres du 8 mai 1945 à la Maison de la Culture "Houari Boumediène", le wali de Sétif, Kamel Abla, a fait savoir que l'ambassadeur français était arrivé à Sétif sur instructions du président français, Emmanuel Macron, afin de déposer une gerbe de fleurs devant la stèle commémorative de Saal Bouzid. Selon M. Abla, la visite de l'ambassadeur français intervient dans le cadre d'une mission précise, à savoir le dépôt d'une gerbe de fleurs devant la stèle commémorative de Saal Bouzid.

KENYA

Cinq personnes tuées dans un accident sur la route Mombasa-Nairobi

Cinq personnes, membres d'une même famille, ont été tuées et quatre autres grièvement blessées dans un accident survenu hier sur la route liant Mombasa et Nairobi, rapportent les médias locaux, citant des sources policières.

Les membres de la famille voyageaient de Mombasa à Nairobi lorsque leur véhicule est entré en collision frontale avec une re-

morque allant en sens inverse, a annoncé le commandant du trafic régional de la côte, Peter Maina. "Les cinq membres de la famille sont morts sur le coup alors que quatre autres personnes sont dans un état critique", a souligné Maina. Jeudi, cinq personnes ont été tuées sur la même route, à quelques kilomètres seulement de l'endroit où l'accident de samedi s'est produit, rappelle la même source.